

Évaluation du plan stratégique de pays du PAM pour le Congo 2019-2024

Termes de référence



SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES

Janvier 2023

Table des matières

1. Informations générales	3
1.1. Introduction	3
1.2. Contexte	3
2. Motifs de l'évaluation	10
2.1. Raison d'être.....	10
2.2. Objectifs.....	10
2.3. Analyse des parties prenantes	10
3. Sujet de l'évaluation.....	11
3.1. Sujet de l'évaluation	11
3.2. Portée de l'Évaluation.....	16
4. Approche, méthodologie et considérations éthiques de l'évaluation.....	17
4.1. Questions et critères de l'évaluation	17
4.2 Approche de l'évaluation et méthodologie	18
4.3. Étude d'évaluabilité	21
4.4. Considérations éthiques	22
4.5. Assurance qualité	22
5.1. Étapes et produits livrables	23
5.2. Composition de l'équipe d'évaluation	23
5.3. Rôles et responsabilités	25
5.4. Considérations relatives à la sécurité.....	25
5.5. Communication	25
5.6. La proposition.....	26
Annexes.....	27
Annexe 1 : Carte des bureaux du PAM au Congo en 2022.....	27
Annexe 2 : Fiche d'information sur le Congo	28
Annexe 3 : Calendrier détaillé.....	31
Annexe 4 : Analyse préliminaire des parties prenantes	34
Annexe 5 : Présence du PAM au Congo au cours des années précédant le PSP	38
Annexe 6 : Lignée de visée du PSP	40
Annexe 7 : Étude d'évaluabilité	42
Annexe 8 : Analyse détaillé du budget	44
Annexe 9 : Informations clés sur les bénéficiaires et les transferts.....	45
Annexe 10 : Plan de communication et de gestion des connaissances	48
Annexe 11 : Modèle de matrice d'évaluation	53
Annexe 12 : Termes de référence du groupe de référence interne pour l'évaluation du PSP	57
Annexe 13 : Bibliographie	59

1. Informations générales

1. Les présents termes de référence ont été préparés par le Bureau de l'évaluation du Programme alimentaire mondial (PAM) sur la base d'un examen initial des documents et d'une consultation avec les parties prenantes.
2. Les termes de référence visent à fournir des informations clés sur l'évaluation aux parties prenantes, à orienter le travail de l'équipe d'évaluation et à préciser quelles sont les attentes lors des différentes étapes de l'évaluation. Leur structure est la suivante : la section 1 fournit des informations sur le contexte ; la section 2 présente la raison d'être, les objectifs, les parties prenantes et les principaux utilisateurs de l'évaluation ; la section 3 contient le portefeuille du PAM et définit la portée de l'évaluation ; la section 4 détaille l'approche et la méthodologie de l'évaluation ; et la section 5 fournit des informations sur l'organisation de l'évaluation. Les annexes 1-13 fournissent des informations supplémentaires.

1.1. INTRODUCTION

3. Les évaluations des plans stratégiques de pays portent sur la totalité des activités menées par le PAM pendant une période donnée. Leur objectif est double : 1) collecter des éléments de preuve et des enseignements concernant la performance des décisions stratégiques du PAM à l'échelle du pays, particulièrement en vue d'élaborer le prochain plan stratégique de pays ; et 2) permettre de rendre compte des résultats aux parties prenantes du PAM. Obligatoires pour tous les plans stratégiques de pays (PSP), ces évaluations sont effectuées conformément à la politique du PAM en matière de PSP et à sa politique d'évaluation.

1.2. CONTEXTE

Présentation générale

4. Située au cœur de l'Afrique centrale et s'étendant de part et d'autre de l'équateur, la République du Congo (appelé Congo ci-après) a une superficie totale de 342 000 km² ayant des frontières communes avec la République Centrafricaine (RCA), le Cameroun, la République Démocratique du Congo (RDC), l'Angola, et le Gabon (voir carte en annexe 1). Le pays est subdivisé en 12 départements, en grande partie recouverts de forêts tropicales.
5. Depuis son indépendance en 1960, le Congo a traversé plusieurs crises politiques jusqu'en 1999, quand la situation sécuritaire s'est stabilisée. Un conflit localisé récurrent dans le département du Pool, provenant des milices des années 1990 et qui a resurgit en 2016, a entraîné des déplacements de population à grande échelle et une insécurité généralisée, pour lesquels le gouvernement a lancé des processus de désarmement et réintégration. En 2016, l'élection présidentielle a généré une nouvelle crise politique et une résurgence de tensions dans le département du Pool. En plus, un contexte volatile dans les pays de la région, principalement en République Centrafricaine et RDC, a entraîné plusieurs vagues d'immigration de réfugiés (voir figure 2).
6. En 2022, le Congo compte 5,8 millions d'habitants (50 pour cent femmes, et 50 pour cent hommes), avec une croissance annuelle de la population de 2.4 pour cent et un taux de fécondité encore élevé, de 4.2 enfants par femme¹. En conséquent, la population est très jeune, avec 41 pour cent âgé de moins de 14 ans et 32 pour cent âgé de 10 à 24 ans.² L'espérance de vie à la naissance est de 64.9 pour les femmes et 62.1 pour les hommes³. Le Congo a une faible densité de population, avec uniquement 13 habitants au km², et subit une urbanisation rapide avec 68 pour cent de la population vivant dans des zones urbaines.⁴ La majorité de la population est concentrée dans les deux grandes villes, Brazzaville et Pointe Noire, et

¹ UNFPA. [Aperçu des données](#). Accédé en septembre 2022.

² UNFPA. [Aperçu des données](#). Accédé en septembre 2022.

³ PNUD. Indice sur le Développement Humain. Données de 2021.

⁴ Banque Mondiale. Population urbaine. Données de 2021. Accédé en septembre 2022

plus largement dans le sud du pays et sur le littoral. Brazzaville, la capitale, est la plus grande ville du pays, avec 2,5 millions de personnes (43 pour cent de la population totale du pays).⁵

7. La population est composée de plusieurs ethnies. La langue officielle est le français, et les langues nationales véhiculaires sont le lingala et le kituba. Parmi la population, 62,601 personnes sont estimées appartenir à des groupes autochtones, principalement d'origine bantoue et situés dans le nord, le nord-est et le sud du pays. Même si traditionnellement ils vivaient comme des chasseurs-cueilleurs mobiles, aujourd'hui, la plupart sont plus ou moins sédentaires, et vivent dans des hameaux fixes à proximité des villages bantous. Pourtant, d'énormes inégalités historiques entre les populations autochtones et les autres demeurent, notamment liées à la discrimination, à la dépossession des terres et à la marginalisation socio-économique et culturelle.⁶ Ainsi, au sein des groupes autochtones, le taux de pauvreté est plus élevé que pour le reste de la population (9 personnes sur 10 sont pauvres), et 56 pour cent des chefs de ménages n'ont pas suivi de cursus scolaire.⁷ Le Congo a aussi une population estimée de 76,394 personnes handicapées, particulièrement défavorisées économiquement.⁸
8. Le Congo est un pays à revenu intermédiaire faible, largement tributaire du secteur pétrolier qui représentait, en 2020, 65 pour cent du produit intérieur brut (PIB), 85 pour cent des revenus du gouvernement et 92 pour cent des exportations.⁹ En 2021, le pays était classé 153^{ème} sur 189 pays selon l'indice de développement humain (IDH), un IDH qui subit une perte de 24.3 points après ajustement des inégalités.¹⁰ De fortes inégalités persistent avec un coefficient de Gini de 48.9¹¹ ; 40.9 pour cent de la population vivant sous le seuil de pauvreté nationale ; 24.3 pour cent vivant dans une situation de pauvreté multidimensionnelle ; et le 1 pour cent le plus riche qui concentre 20.5 pour cent des revenus du pays.¹² Ces inégalités s'accroissent encore entre milieu rural et urbain. En 2021, le chômage était estimé à 23 pour cent.¹³
9. Le pays possède d'importantes ressources naturelles, avec un grand potentiel agricole, minier (cuivre, diamant, fer) et énergétique (hydroélectrique) qui reste encore à exploiter pleinement. L'économie reste dominée par le pétrole malgré des efforts récents de diversification. Le Congo est donc vulnérable aux chocs extérieurs, et depuis la crise du pétrole en 2014, la situation économique s'est détériorée avec une baisse des prix du pétrole et plusieurs inondations dans le pays. Les effets de la pandémie mondiale de COVID-19 ont aussi perturbé la croissance économique, le système de santé, les chaînes d'approvisionnement et les moyens de subsistance des communautés vulnérables, particulièrement dans le secteur informel. Plus récemment, le conflit entre l'Ukraine et la Russie a eu des effets négatifs avec une augmentation significative des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ce qui a été aggravé au Congo étant donné que le pays est un importateur net de produits alimentaires et de blé provenant de Russie. Tout cela a entraîné d'importantes réductions des recettes publiques, et a eu un impact sur la capacité du gouvernement à fournir des services sociaux et à investir dans le développement économique. Le taux de croissance économique a évolué de 6.7 pour cent en 2014 à -3.5 pour cent en 2021.¹⁴ Le produit intérieur brut par habitant est passé de 5,931 en 2014 à 3,617 en 2021.¹⁵

Politiques nationales en rapport avec les objectifs de développement durable

10. Le plan national de développement (PND) 2022-2026 a pour objectif « une économie forte, diversifiée et résiliente pour une croissance inclusive et un développement durable irréversible ». ¹⁶ Il est articulé autour de six piliers stratégiques qui ont pour objectif la transformation structurelle de l'économie nationale : l'agriculture, le numérique, le tourisme, l'immobilier, l'industrie et les zones économiques spéciales.
11. Il succède au PND 2018-2022 qui avait identifié l'éducation et la diversification économique comme des moteurs de développement ; la stimulation de la production agricole comme objectif, afin de renforcer la

⁵ Banque Mondiale. Population de la ville la plus peuplée. Données de 2021. Accédé en septembre 2022

⁶ PAM. Termes de Référence de l'évaluation finale des programmes de cantines scolaires de McGovern-Dole au Congo. 2022.

⁷ PAM. Analyse sur la Situation alimentaire et nutritionnelle des peuples autochtones. 2021.

⁸ UNFPA. [Document du Programme Pays pour le Congo 2020-2024. DP/FPA/CPD/COG/6. 2019.](#)

⁹ Global Edge. [République du Congo: Economie](#). 2022. Accédé en septembre 2022.

¹⁰ PNUD. Rapport mondial sur le développement humain. 2021-2022.

¹¹ Ibid

¹² PNUD. Rapport mondial sur le développement humain. 2021-2022.

¹³ Banque Mondiale. Taux de chômage. Données de 2021. Accédé en septembre 2022.

¹⁴ Banque Mondiale. Croissance du PIB. Données de 2021. Accédé en septembre 2022.

¹⁵ Banque Mondiale. PIB par habitant, PPP. Données de 2021. Accédé en septembre 2022.

¹⁶ Gouvernement du Congo. Plan National de Développement. 2022-2026.

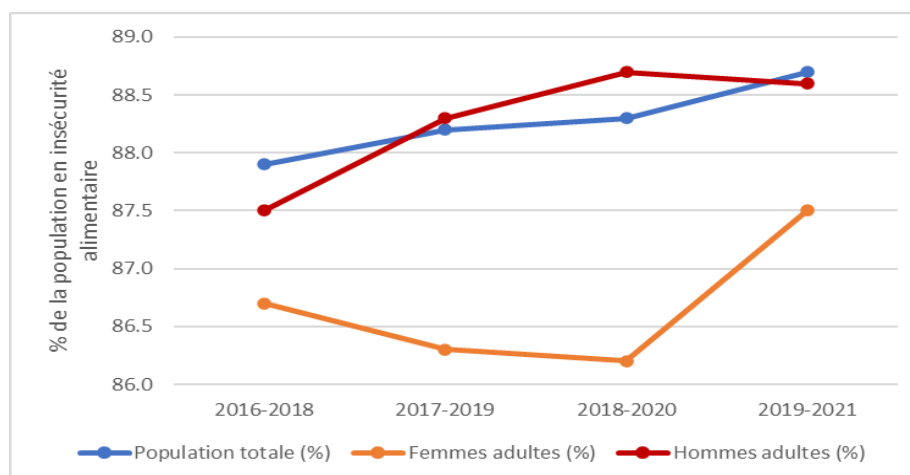
sécurité alimentaire et l'inclusion économique des personnes les plus pauvres, en particulier les femmes rurales et les minorités ; et la transformation numérique et l'égalité des sexes, comme des opportunités de croissance.¹⁷

12. L'approche du Congo pour lutter contre la malnutrition et promouvoir la sécurité alimentaire est décrite dans le programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnel (PNIASAN, 2015). Celui-ci vise à renforcer les capacités institutionnelles et à accroître la productivité agricole dans le pays et à lutter contre la faim. Il est renforcé par la politique nationale d'alimentation scolaire (2016) qui a pour objectif "une école, une cantine, un champ" ; la politique nationale d'action sociale de 2018-2022 ; et le plan d'investissement agricole climato-résilient (2020) pour la relance de l'agriculture congolaise.

Nutrition et sécurité alimentaire

13. L'indice de la faim dans le monde de 2021 a classé le pays comme ayant de « graves » problèmes de faim, au 105^{ème} rang sur 116 pays.¹⁸ La prévalence de la sous-alimentation dans la population a diminué de 2.4 points entre 2004-2006 et 2019-2021¹⁹, alors que la prévalence d'insécurité alimentaire grave a augmenté de 12.9 points entre 2014-2016 et 2019-2021. Parmi la population autochtone, le taux de prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère est de 45,90 pour cent en 2021, et augmente jusqu'à 60 pour cent pour les ménages autochtones en milieu urbain.²⁰ Chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, ont la prévalence de la malnutrition aiguë sévère et modérée est de 1,4 et 3,8 pour cent respectivement.²¹
14. Selon le rapport de la FAO sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI) de 2022, un total de 88.7 pour cent de la population vit dans une situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée (voir figure 1 pour une évolution de la prévalence dans le temps). Selon le même rapport, 8.2 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'émaciation, 18 pour cent souffrent de retard de croissance, tandis que 5.1 sont obèses. Presque la moitié des femmes (48.8 pour cent) souffrent d'anémie, et la grande majorité de la population (92.4 pour cent) ne peut pas se permettre une alimentation saine.²² Un tiers des ménages (36,5 pour cent) consacre plus de 65 pour cent leurs dépenses à l'alimentation.²³

Figure 1 : Évolution de la situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave au Congo, 2016-2021 (moyenne sur 3 ans)



Source : [FAOSTAT](#), données collectées le 5 octobre 2022.

¹⁷ PAM. Plan Stratégique de Pays du Congo 2019-2023.

¹⁸ [Global Hunger Index](#). Données de 2021. Accédé en septembre 2022.

¹⁹ FAO. SOFI. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. 2022.

²⁰ PAM. Analyse sur la situation alimentaire et nutritionnelle des peuples autochtones. 2021, p.8.

²¹ Enquête nutritionnelle nationale SMART 2022

²² FAO. SOFI. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. 2022.

²³ Système des Nations Unies en République du Congo. Rapport des résultats 2021.

Agriculture

15. Le Congo est couvert à un tiers par de la savane, et deux tiers par de la forêt dense équatoriale. L'agriculture, l'élevage, la chasse et la pêche représentait 7.6 pour cent du PIB en 2021²⁴, alors que l'agriculture toute seule ne représente que 3.6 pour cent du PIB²⁵. Malgré avoir un grand potentiel de terres cultivables avec 10 millions d'hectares de prairies et pâturages permanents, uniquement 550,000 hectares sont arables.²⁶ Le Congo repose sur une agriculture majoritairement vivrière, itinérante sur brûlis.
16. D'après le recensement agricole de 2016, le pays comptait 500,000 agriculteurs à l'échelle nationale, dont 65 pour cent de femmes qui produisaient 70 pour cent de la production alimentaire.²⁷ En 2019, le Congo engageait 34 pour cent de la population dans l'agriculture (32 pour cent pour les femmes et 35 pour cent pour les hommes).²⁸ Malgré cela, jusqu'à 90 pour cent des surfaces arables ne sont pas exploitées et 85 pour cent des produits agricoles sont importés.²⁹ Le pays est dépendant des importations alimentaires, qui couvrent 90 pour cent de ses besoins en céréales et 50 pour cent des besoins en poissons³⁰, ce qui rend la sécurité alimentaire et le pouvoir d'achat des ménages très vulnérable à l'inflation.
17. La production agricole est dominée par le manioc, la banane, le plantain, l'igname, l'arachide, le maïs, et dans certaines régions, les cultures maraîchères ou fruitières. Le système agricole fait face à de nombreuses contraintes, à savoir : une faible mécanisation de l'agriculture ; des difficultés d'accès aux marchés ; une faible capacité technique et organisationnelle des producteurs ; un accès difficile à la terre et au financement en milieu rural ; un environnement socioéconomique et juridique peu incitatif ; une faible productivité et d'importantes pertes post-production reliées à une insuffisance d'infrastructures de transport, stockage et transformation³¹. Au-delà d'une faible rentabilité et compétitivité agricole, l'accessibilité alimentaire des ménages est entravée par un pouvoir d'achat limité³² et des infrastructures routières déficientes, avec uniquement 1,235 km bitumés sur 17,300 km. Cela entrave la circulation et l'écoulement des produits à travers les pistes rurales, qui deviennent souvent impraticables, contribuant à la pauvreté des ménages.

Changement climatique et vulnérabilité

18. Le Congo est classé comme un pays très vulnérable aux effets du changement climatique, au rang 186 de 192 pays dans l'indice MD-GAIN, sur la base de sa vulnérabilité (142ème rang) et préparation (186ème rang) au changement climatique.³³ La forêt, divisée en deux massifs au nord et au sud du pays, couvre 69 pour cent du territoire, ce qui représente 6 hectares de forêt par habitant, l'une des proportions les plus élevées au monde.³⁴ Le Bassin du Congo est considéré le deuxième massif forestier au monde, avec un écosystème qui permet de capter le carbone, contribuer à freiner le réchauffement climatique et peut générer des revenus pour le développement. Les aires protégées représentent jusqu'à 11 pour cent du territoire national. La déforestation est encore très faible, de l'ordre de 0,07 pour cent par an³⁵, même si le bois de chauffe et le charbon sont la principale source d'énergie utilisée par les ménages les plus défavorisés, l'utilisation du gaz restant restreinte aux grandes villes.³⁶ Depuis 2005, la Commission des Forêt d'Afrique centrale (COMIFAC) permet de promouvoir une gestion durable des ressources forestières au niveau régional.
19. L'impact du changement climatique se traduit surtout par une augmentation de l'intensité et de la fréquence des événements extrêmes, principalement l'augmentation des températures et une

²⁴ Banque Mondiale. Valeur ajoutée de l'agriculture (pour cent du PIB) en République du Congo. Données de 2021. Accédé en septembre 2022

²⁵ Système des Nations Unies en République du Congo. Rapport des résultats 2021.

²⁶ FAO. FAOSTAT. Utilisation des terres et Superficie Agricole. Données de 2020. Accédé en septembre 2022

²⁷ Système des Nations Unies en République du Congo. Rapport des résultats 2021.

²⁸ Banque Mondiale. Emplois dans l'agriculture. Données de 2021.

²⁹ Banque Mondiale. Plan d'Investissement Agricole Climato-résilient (2020).

³⁰ UNFCC. [Seconde Communication Nationale du Congo](#). 2009.

³¹ République du Congo. Revue Stratégique Nationale ODD2, Faim Zéro d'ici à 2030, au Congo. 2018.

³² FAO. [Projets et Programmes en République du Congo](#). Accédé en septembre 2022.

³³ Université de Notre Dame. [Global Adaptation Initiative. Indice ND-GAIN](#). Données de 2020.

³⁴ CNIAF et UNEP-WCMC. [Cartographie des bénéfices multiples de la REDD+ en République du Congo](#) – Identification et cartographie des services écosystémiques de la forêt, Cambridge, UK. 2015.

³⁵ Université de Notre Dame. [Global Adaptation Initiative. Indice ND-GAIN](#). Données de 2020. Accédé en septembre 2022.

³⁶ Système des Nations Unies en République du Congo. Rapport des résultats 2021.

modification des précipitations, qui deviennent plus intenses et moins fréquentes. En outre, les inondations sont devenues cycliques, causant des crises humanitaires récurrentes, une perte de production agricole et la dégradation des sols.³⁷ Ainsi, en 2019 et 2020, les inondations ont détruit 80 pour cent des cultures dans le département du Likouala, et ont causé des dégâts dans trois autres départements.³⁸ Les inondations dans les grandes villes entraînent aussi une augmentation du paludisme, qui affecte déjà à 213 personnes pour 1000.³⁹

20. Malgré un réseau hydrographique très dense, le fleuve Congo étant classé 2ème fleuve au monde par débit moyen, les principales artères fluviales et les petits cours d'eau près des villages ont commencé à s'assécher à cause du changement climatique.

Éducation

21. En primaire, 92 pour cent des filles et 95 pour cent des garçons sont scolarisés, alors que ce taux diminue significativement dans le secondaire avec uniquement 48 pour cent des filles et 52 pour cent des garçons scolarisés en 2021. Au niveau supérieur, cette part augmente plus encore avec uniquement 10 pour cent des filles et 15 pour cent des garçons scolarisés. En 2016, le Congo a adopté une politique nationale d'alimentation scolaire avec l'appui du PAM et a créé la direction nationale d'alimentation scolaire en 2018. Les dépenses du gouvernement dans l'éducation ont passé de 6.6 pour cent du total des dépenses en 2014 (3.2 pour cent du PIB) à 17.9 pour cent en 2020 (4.4 pour cent du PIB).⁴⁰
22. Même si la majorité des enfants ont accès à l'enseignement primaire, des problèmes de qualité persistent avec un faible nombre d'enseignants qualifiés, un nombre d'élèves par classe élevé et un manque de matériel. Dans les zones rurales, moins d'un quart des enfants qui commencent le primaire vont jusqu'au bout du cycle secondaire, partiellement dû aux grossesses précoces et au travail des enfants.⁴¹ Il est estimé que 29 pour cent des enfants de 12-14 ans travaillent au Congo.⁴²
23. La moyenne d'années de scolarisation est de 5.6 pour les filles et 6.8 pour les garçons⁴³ et le redoublement reste un problème important, avec 23 pour cent au primaire et 18 pour cent au secondaire.⁴⁴ D'après UNICEF, uniquement 41 pour cent des élèves finissent le primaire avec les compétences requises en mathématiques. Le taux d'alphabétisation au Congo est de 75 pour cent pour les filles et 86 pour cent pour les garçons.⁴⁵ Selon l'enquête MICS de 2014-2015, 83 pour cent des enfants de moins de 15 ans ont subi des méthodes disciplinaires physiques ou psychologiques violentes.

Genre et Équité

24. L'indice d'inégalité de genre au Congo est très élevé et place le pays au 147ème rang sur 170 pays en 2021⁴⁶. Ces importantes disparités de genre ont un impact significatif sur la situation socioéconomique et politique des femmes, qui souffrent encore d'un code de la famille et de pratiques discriminatoires. Par exemple, le pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes est seulement de 13.6 pour cent.
25. Au niveau socioéconomique, le taux d'activité féminine est de 49.4 pour cent, contre 72 pour cent pour les hommes.⁴⁷ Le revenu estimé par habitant (2017 PPP USD) est plus faible pour les femmes, de USD 2,532, que pour les hommes, de USD 3,247. Malgré la ratification des traités et conventions internationaux, la violence sexuelle et domestique reste courante, avec une application de la loi faible et pas efficace.
26. Malgré des progrès dans les services de santé, le taux de mortalité maternelle reste élevé avec 378 décès pour 100 000 naissances. Les grossesses précoces persistent à des niveaux élevés de l'ordre de 103.6

³⁷ PAM. Plan Stratégique de Pays du Congo 2019-2023.

³⁸ Système des Nations Unies en République du Congo. Rapport des résultats 2021.

³⁹ Banque Mondiale (2022). Incidence du paludisme (pour 1 000 personnes à risque) - République du Congo. Données de 2020.

⁴⁰ Banque Mondiale. Dépenses publiques en éducation (pour cent des dépenses du gouvernement) - République du Congo. Données de 2021. Accédé en septembre 2022.

⁴¹ Système des Nations Unies en République du Congo. Rapport des résultats 2021.

⁴² UNICEF. [Fiche pays - République du Congo](#). Accédé en septembre 2022.

⁴³ PNUD. Rapport mondial sur le développement humain. 2021-2022.

⁴⁴ UNICEF. [Fiche pays - République du Congo](#). Accédé en septembre 2022.

⁴⁵ Banque Mondiale. Taux d'alphabétisation - République du Congo. Données de 2018. Accédé en septembre 2022.

⁴⁶ PNUD. Rapport mondial sur le développement humain. 2021-2022.

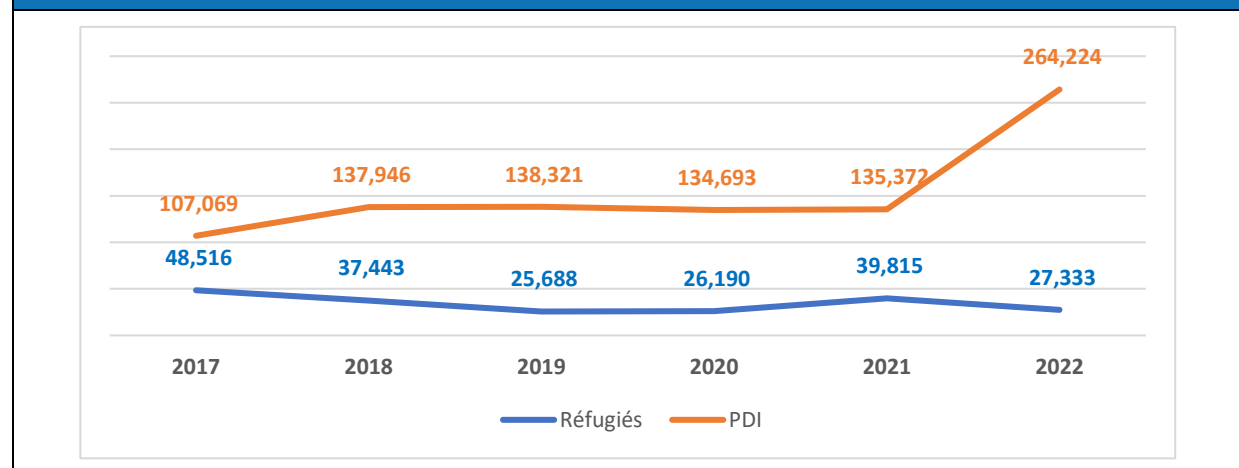
⁴⁷ Banque Mondiale. Taux d'activité, femmes et hommes. Données de 2021.

pour 1000 naissances⁴⁸, avec un tiers des jeunes filles adolescentes étant enceintes ou jeunes mères. Le système de santé doit faire face à un manque de ressources humaines qualifiées ainsi que des épidémies et des maladies infectieuses récurrentes.

Migrants, réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays

27. Le Congo a une longue histoire d'accueil de réfugiés des pays voisins d'Angola, Rwanda, RDC, et RCA. En 2022, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dénombrait 27,333 réfugiés, 10,106 demandeurs d'asile enregistrés, et un total de 105,340 personnes apatrides. Parmi cette population, 24,200 sont centrafricains et 12,000 proviennent de la RDC.⁴⁹ En 2018, 16,000 réfugiés de RDC, la moitié d'entre eux des enfants, étaient arrivés dans le département des Plateaux, une population qui actuellement diminue progressivement avec l'accroît du retour volontaire et l'aide au rapatriement. Le Congo se conforme aux bonnes pratiques du pacte mondial sur les réfugiés et effectue leur inclusion dans les systèmes sociaux de base, même si plus de progrès sont encore nécessaires pour assurer leur pleine intégration, par exemple dans les services de santé et l'accès à la terre.
28. Le conflit dans le département du Pool, ainsi que des chocs climatiques cycliques (inondations), sont à l'origine de 264,101 personnes déplacées internes et 40,329 déplacés internes de retour. Les troubles causés par l'élection présidentielle de 2016 ont provoqué le déplacement de plus de 80,000 personnes. Des déplacements liés à des inondations sont considérés cycliques au Congo dus aux chocs climatiques.

Figure 2 : Personnes déplacées internes (PDI) et réfugiés au Congo, par année



Source : [UNHCR, Fiche pays Congo](#). Données collectées le 10 octobre 2022.

Aide publique au développement

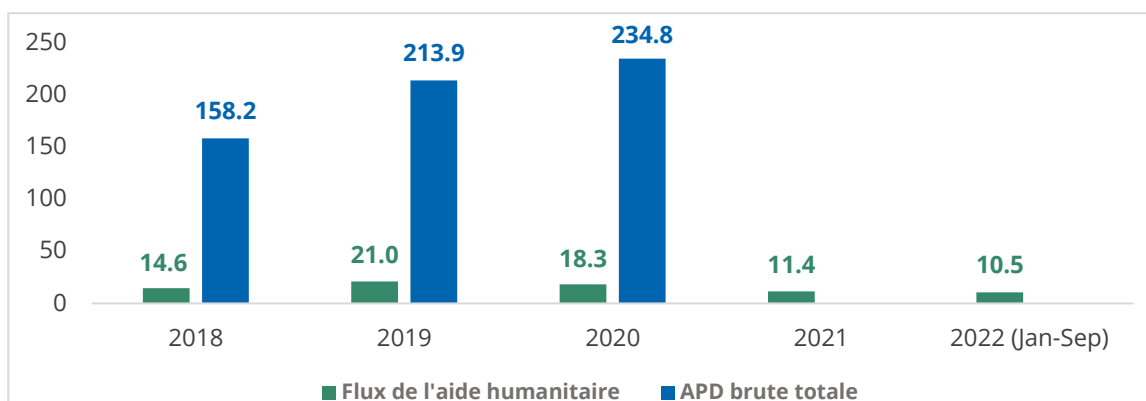
29. Au cours de la période 2018-2020, le Congo a reçu un montant annuel d'aide publique au développement (APD) égal à 203 millions de dollars É.-U. et, pendant la période 2018-2022, une moyenne de 15 millions de dollars É.-U annuels d'aide humanitaire (voir figure 3). L'aide publique au développement représentait 2.3 pour cent du PIB en 2020.⁵⁰

⁴⁸ PNUD. Rapport mondial sur le développement humain. 2021-2022.

⁴⁹ UNHCR. [Fiche pays – République du Congo](#). Accédé en septembre 2022.

⁵⁰ [OECD DAC. Aid at a glance by recipient](#).

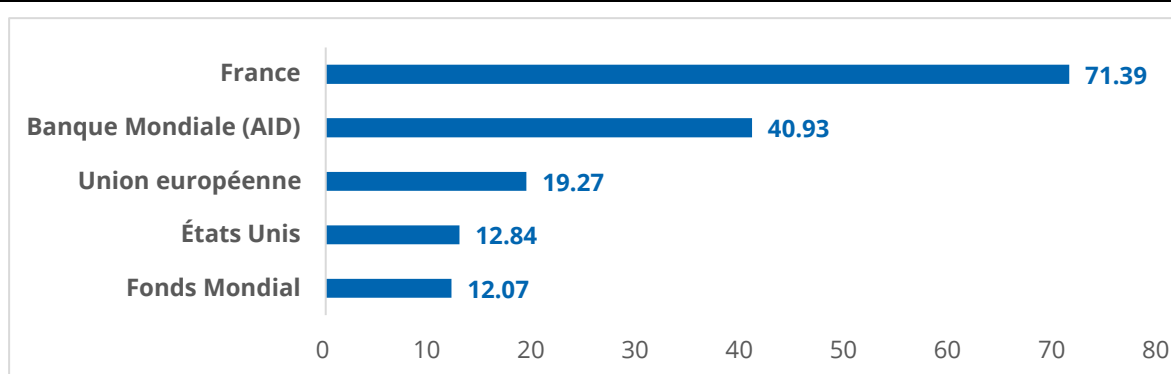
Figure 3 : Aide internationale en faveur du développement reçue par le Congo (en millions de dollars É.-U.)



Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et site du service de surveillance financière de l'OCHA. Données collectées le 16 septembre 2022.

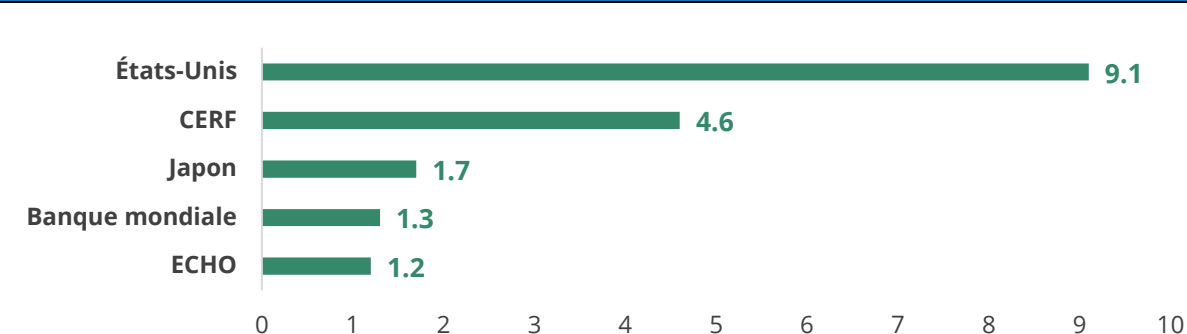
30. Entre 2018 et 2020, les cinq premiers contributeurs financiers à l'APD étaient la France, la Banque Mondiale, l'Union Européenne, les Etats-Unis et le Fonds Mondial (voir figure 4). L'aide humanitaire a principalement été financée par les Etats-Unis (voir figure 5). Les secteurs les plus financés par l'APD sont l'éducation (16 pour cent), la production (14 pour cent), et l'aide en marchandises (13 pour cent).

Figure 4 : Cinq premières sources de financement de l'aide publique au développement (APD) au Congo (moyenne annuelle, en millions de dollars É.-U.)



Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Données collectées le 16 septembre 2022.

Figure 5 : Cinq premières sources de financement de l'aide humanitaire au Congo (moyenne annuelle, millions de dollars É.-U.)



Source : OCHA. Données collectées le 16 septembre 2022

Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

31. Le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (PNUAD) 2020-2024 entend accompagner le Plan National de Développement 2018-2022 à travers deux grandes voies de développement durable :

- Renforcer le capital humain féminin et masculin pour garantir le développement économique, ce qui inclue les suivants domaines de travail : le développement du capital humain à l'éducation, la santé, le bien-être pour tous, la création d'emplois, la réduction des inégalités et la prospérité. Le programme des cantines scolaires du PAM s'insère dans ce volet.
- Créer un environnement favorable à la diversification économique à travers une meilleure gouvernance du pays et l'effort de consolidation de la paix, ce qui inclue les suivants domaines de travail : la bonne gouvernance, édification de l'état de droit, paix, prospérité, durabilité environnementale, management et développement. Toutes les autres activités du PAM contribuant à la faim zéro (soutien d'urgence et résilience) s'insèrent dans ce volet.

32. L'élaboration du PNUAD 2020-2024 prend en compte les résultats et les leçons de l'évaluation du plan cadre antérieur, réalisée en 2016, qui recommandait une plus grande focalisation pour éviter la fragmentation des activités en petits projets, et un renforcement des capacités nationales pour la production de statistiques.

2. Motifs de l'évaluation

2.1. RAISON D'ETRE

33. Les évaluations des plans stratégiques de pays ont été établies par la politique du PAM en matière de plans stratégiques de pays en 2016. La politique indique que sous la direction du Bureau de l'Evaluation, tous les PSP (à l'exception des PSP provisoires) devront faire l'objet d'évaluations du portefeuille de pays vers la fin de leur période de mise en œuvre. D'après la politique, le but est de mesurer les progrès et les résultats obtenus en fonction des effets directs et des objectifs visés par le PSP, y compris en matière d'égalité des sexes et autres domaines de résultats institutionnels transversaux, ainsi que de fournir des enseignements utiles à la conception des prochaines activités de soutien au pays. Ces évaluations font partie d'un vaste ensemble de données probantes devant orienter l'élaboration des plans stratégiques de pays. Elles offrent l'occasion au bureau de pays de bénéficier d'une évaluation indépendante de son portefeuille d'activités. Le calendrier de mise en œuvre de l'évaluation permettra au bureau de pays de se servir des données qu'elle fournira sur les performances passées et actuelles afin d'élaborer son nouveau plan stratégique de pays, dont l'examen par le conseil d'administration est prévu en novembre 2024.

2.2. OBJECTIFS

34. Les évaluations de PSP ont un double objectif de redevabilité et d'apprentissage. Ainsi, la présente évaluation entend : 1) offrir des données probantes et des enseignements concernant la performance du PAM au Congo pour nourrir des décisions stratégiques, et notamment pour élaborer les prochaines activités du PAM au Congo ; et 2) permettre de rendre compte des résultats aux parties prenantes du PAM.

2.3. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

35. L'évaluation sollicitera l'avis de nombreuses parties prenantes internes et externes au PAM qui tireront parti de ses résultats. Elle fournira l'occasion de tirer des enseignements d'ordre national, régional et institutionnel. Les principales parties prenantes des évaluations des plans stratégiques de pays sont le bureau de pays du PAM, le bureau régional de Johannesburg et les divisions techniques du siège. Viennent ensuite le Conseil d'Administration, les participants aux projets, les institutions gouvernementales du Congo pertinentes, les organisations gouvernementales et non gouvernementales locales et internationales qui travaillent avec le PAM, et l'équipe de pays des Nations Unies (UNCT). Le Bureau de l'Evaluation du PAM utilisera aussi les résultats de cette évaluation dans une optique de gestion des connaissances. L'annexe 4 présente une matrice des parties prenantes, détaillant leurs intérêts et rôles respectifs dans l'évaluation du PSP.

36. L'évaluation cherchera à interagir avec les populations affectées, y compris les ménages participant aux projets, les dirigeants communautaires, les enseignants, le personnel scolaire, les petits producteurs et les autres participants aux activités du PAM, pour apprendre directement de leurs perspectives et expériences. Une attention particulière sera accordée à l'écoute des voix des groupes de population potentiellement marginalisés.

37. Les institutions gouvernementales sont des partenaires importants dans la mise en œuvre du PSP. En particulier, l'évaluation cherchera à engager les Ministères des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale ; de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique ; de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo ; et de l'Economie, du Plan, de la statistique et de l'Intégration Régionale. D'autres institutions nationales pourront trouver un intérêt aux résultats de l'évaluation, dans le sens où celle-ci pourrait amener à renforcer la collaboration et les synergies entre les institutions nationales et le PAM, en clarifiant mandats et rôles, et accélérer les progrès vers la réplication, le transfert et la durabilité.

38. Le PAM travaille en étroite collaboration avec plusieurs organisations des Nations-Unies au Congo, principalement l'UNICEF, UNESCO, FAO, UNHCR, UNFPA, FIDA, OCHA et la Banque Mondiale. L'UNCT est composée de 10 organisations résidentes et de 13 organisations non-résidentes (basées en RDC, au Cameroun, au Sénégal et au Kenya). Le PAM travaille aussi avec des partenaires opérationnels, tels que Caritas Congo, l'Agence d'assistance aux rapatriés et réfugiés, Terre sans Frontière, ACTED, ALISEI, Catholic Relief Services, AVSI, et autres (voir annexe 4). Des consultations avec certains partenaires du secteur privé, notamment Mastercard, Sodexo et Share the Meal, permettront d'analyser l'efficacité de ces partenariats sur la mise en œuvre des activités.

39. En outre, l'évaluation cherchera à s'engager avec les principaux donateurs des interventions du PAM tels que les Etats-Unis, le Japon, la Chine, l'Union Européenne, l'Allemagne et la France. Une attention particulière sera accordée aux partenariats de coopération sud-sud, tels que le Ministère d'agriculture de la Chine, la facilité de coopération triangulaire entre la Chine et le FIDA, et le centre régional d'excellence contre la faim et la malnutrition ([CERFAM](#)).

3. Sujet de l'évaluation

3.1. SUJET DE L'EVALUATION

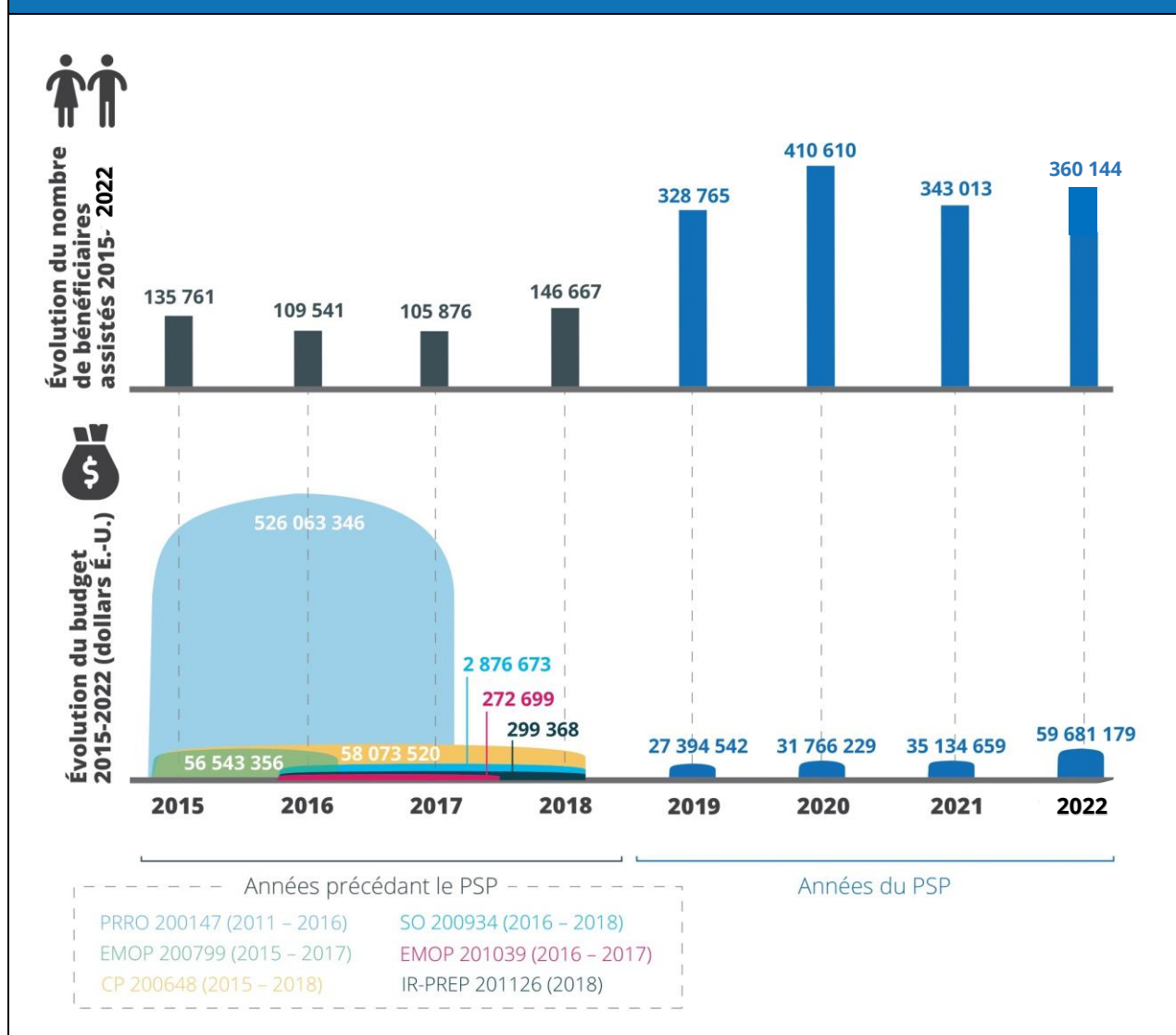
40. Le PAM est présent au Congo depuis 1964. Pendant les années 1990s, le PAM a fermé le bureau pays et géré les activités depuis Kinshasa, jusqu'en 2002 quand le bureau a été rouvert pleinement, après la fin des guerres civiles en 1999 et le référendum constitutionnel de 2001.⁵¹ Il a actuellement cinq sous-bureaux pays à Pointe-Noire, Nkayi, Kimdamba, Owando et Betou (voir annexe 1).

41. Avant 2019, l'assistance du PAM répondait majoritairement à un soutien aux communautés à travers l'alimentation scolaire ; de l'aide d'urgence, incluant les populations locales, réfugiés et déplacés internes ; des activités de soins et traitement du VIH ; un appui aux systèmes de protection sociale du gouvernement ; ainsi que des activités de renforcement des corridors d'approvisionnement et des capacités logistiques, et une préparation à l'épidémie d'Ebola. L'annexe 5 fournit plus de détails sur les activités conduites au cours de la période 2015-2018. En 2018, le gouvernement, avec l'aide du PAM, a lancé une revue stratégique sur la Faim Zéro, qui a offert des pistes pour atteindre l'objectif Faim Zéro au Congo d'ici 2030.

42. Le PSP 2019-2024 prévoyait une stratégie s'inscrivant dans la continuité du cadre de programmation antérieur (sauf les activités de VIH qui se sont arrêtées), visant les problèmes immédiats et les causes sous-jacentes de la vulnérabilité tout en facilitant le développement des capacités nationales afin d'assurer la durabilité, l'appropriation nationale et un transfert progressif des interventions au gouvernement. Par rapport à la période du PSP antérieur, un plus grand nombre de bénéficiaires ont été atteints au cours du PSP actuel, alors que beaucoup moins de financements ont été requis (voir figure 6).

⁵¹ PAM. Congo 2009-2012 Country Plan Evaluation. 2013.

Figure 6 : Évolution du nombre de bénéficiaires atteints et ressources dans le PSP antérieur et l'actuel



Source : WFP [Operations database](#); Rapport pays annuel (ACR) 2019 – 2021 ; 2022 bénéficiaires réel (MODA jan – nov 2022); CPB Resources Overview Report – IRM Analytics. Données collectées le 29 septembre 2022, mise-a-jour 11.1.2023

43. Le PSP prend en compte des approches sensibles (i) au lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix ; (ii) à la nutrition ; (iii) au genre ; (iv) aux risques environnementaux et sociaux ; et (v) au renforcement des capacités institutionnelles, mettant l'accent sur l'utilisation des systèmes d'information et de gestion numériques. Le PSP visait à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17, ainsi que ceux liés à la santé (ODD 3), à l'éducation (ODD 4), à l'égalité des sexes (ODD 5), au changement climatique (ODD 13) et à la durabilité (ODD 11).

44. Le PSP visait 5 effets directs stratégiques (EDS) dont deux tournés vers une réponse d'urgence, un vers un soutien à la résilience et un autre vers les problématiques liées aux causes structurelles. Un cinquième effet direct stratégique orienté vers une réponse d'urgence a été rajouté lors de la dernière révision budgétaire. Les principales lignes programmatiques sont détaillées dans le tableau 1 et l'annexe 6, qui présente la ligne de visée détaillée.

Tableau 1 : Aperçu des objectifs stratégiques et activités du PSP 2019-2024

Effets Directs Stratégiques	Orientation	Activités	Modalités de transferts
EDS 1: Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par les chocs ont accès à une alimentation adéquate toute l'année	Réponse d'urgence	Activité 1: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle inconditionnelle et/ou conditionnelle aux personnes touchées par des chocs	Nourriture / CBT / Renforcement des capacités
EDS 2: Les interventions nationales équitables de protection sociale ciblent efficacement les populations vulnérables, y compris les enfants d'âge scolaire, avec un accès durable à des aliments sûrs et nutritifs	Causes structurelles	Activité 2: Fournir des repas scolaires sûrs, adéquats et nutritifs aux écoliers ciblés	Nourriture / CBT
		Activité 3: Fournir un appui technique au gouvernement pour une meilleure mise en œuvre des interventions de protection sociale réactives aux chocs	Renforcement des capacités
EDS 3: Les petits exploitants agricoles et les communautés ciblées bénéficient de moyens de subsistance productifs et durables qui soutiennent les chaînes de valeur nutritionnelles	Soutien à la résilience	Activité 4: Fournir aux petits exploitants agricoles un soutien analytique et des équipements techniques visant à encourager une production et des moyens de subsistance axés sur le marché et résilients au climat	Renforcement des capacités
EDS 4: Les acteurs humanitaires et de développement ainsi que les systèmes nationaux ont accès à l'expertise et aux services du PAM	Réponse d'urgence	Activité 5: Fournir des services d'approvisionnement aux partenaires, selon les besoins	Services communs
EDS 5: Les acteurs nationaux de l'aide humanitaire et du développement ont accès à l'expertise du PAM <i>[inclus lors de la première révision budgétaire]</i>	Réponse d'urgence	Activité 6: Fournir des services communs aux partenaires, selon les besoins	Services communs

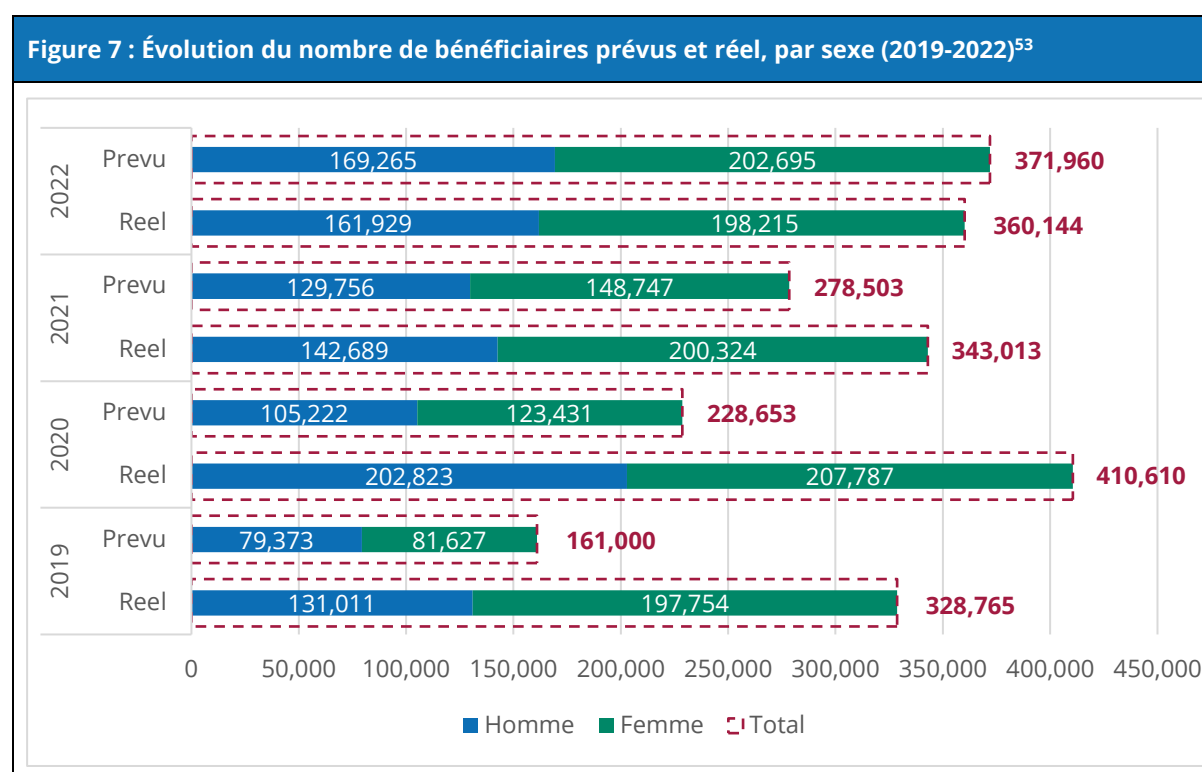
Source : Élaboré par le Bureau de l'Évaluation.

45. Pour répondre aux crises humanitaires régulières et aux besoins en constante évolution qui n'avaient pas été prévus lors de l'articulation du PSP, celui-ci a été adapté à travers deux révisions budgétaires visant à :

- Révision budgétaire 1 (mars 2021) : extension du PSP d'une année jusqu'en 2024 pour l'aligner avec le UNDAF. Cela a été accompagné par l'introduction d'un nouvel effet direct stratégique n.5 avec une nouvelle activité 6 pour fournir des services logistiques aux partenaires humanitaires ; un élargissement de la portée de l'effet direct stratégique 1 et de l'activité 1 en introduisant la prévention de la malnutrition aiguë ; et une augmentation du nombre de bénéficiaires de l'activité 1 pour inclure les personnes touchées par les inondations et les citadins en situation d'insécurité alimentaire en raison de la pandémie de COVID-19.
- Révision budgétaire 2 (juillet 2022) : augmentation des opérations des activités 1 et 2 en réponse aux impacts économiques des restrictions liées au COVID-19, extension de l'assistance aux réfugiés de la République Centrafricaine et aux demandeurs d'asile de la RDC ; et augmentation du budget pour les activités de cantines scolaires.
- Une troisième révision budgétaire est en cours de préparation lors de la préparation de ces termes de références, visant à élargir l'assistance aux réfugiés jusqu'à la fin de 2024.

46. Au moment de son approbation en février 2019, le plan du PSP basé sur les besoins estimés s'élevait à USD 97,921,641, ciblant 315,100 bénéficiaires (155,269 femmes et 159,931 hommes). Les révisions budgétaires (BR02) soumises pour le PSP ont entraîné des augmentations des projections budgétaires basées

sur les besoins et des personnes ciblées de l'ordre de 814,215 bénéficiaires⁵². La figure 7 ci-dessous présente un aperçu ventilé par sexe de l'évolution des bénéficiaires annuels prévus et réels.



Source : ACR 2019 – 2021 ; 2022 prévu (COMET report CM-P013), 2022 réel (COMET/MODA jan – nov 2022)

47. Selon les rapports de situation des ressources disponibles, le PSP a été financé à 70 pour cent en date du décembre 2022, soit 137,8 millions de dollars E-U sur les 197 millions budgétés. Concernant la répartition des ressources, le PSP avait alloué 54 pour cent de son budget au EDS1, 35 pour cent au EDS2, 12 pour cent au EDS3, et 1 pour cent au EDS4 et EDS5 (voir Tableau 2 et annexe 8).

Tableau 2 : Aperçu général de la situation financière du PSP (2019-2024) au Congo (dollars É.-U.)							
Orientation	Effet Direct Stratégique	Activité	Plan basé sur les besoins (PSP original) et part du total des financements du PBB allouée (%)	Plan basé sur les besoins (Révision Budgétaire 2) et part du total des financements alloués (%)	Ressources allouées et part du total des ressources allouées en 31.12.22 (%)	Dépenses et part du total des dépenses en 31.12.22 (%)	Niveau de dépenses sur les ressources allouées (%)
Réponse d'urgence	EDS 1	Act 1	31,068,840 (37%)	93,348,766 (54%)	54,674,028 (45%)	46,877,602 (65%)	86%
Causes structurelles	EDS 2	Act 2	28,175,709 (34%)	42,015,078 (24%)	32,882,251 (27%)	18,118,830 (25%)	55%
		Act 3	8,776,601 (11%)	14,032,632 (8%)	10,108,248 (8%)	2,186,550 (3%)	22%
Soutien à la résilience	EDS 3	Act 4	12,620,407 (15%)	20,289,500 (12%)	14,704,028 (12%)	4,181,870 (6%)	28%
Réponse d'urgence	EDS 4	Act 5	2,312,249 (3%)	1,948,801 (1.1%)	1,098,325 (1%)	1,098,325 (2%)	100%

⁵² Révision budgétaire n.2 du PSP Congo, 2022.

⁵³ Les données réelles de 2022 proviennent de MODA et couvrent la période de janvier à juin 2022.

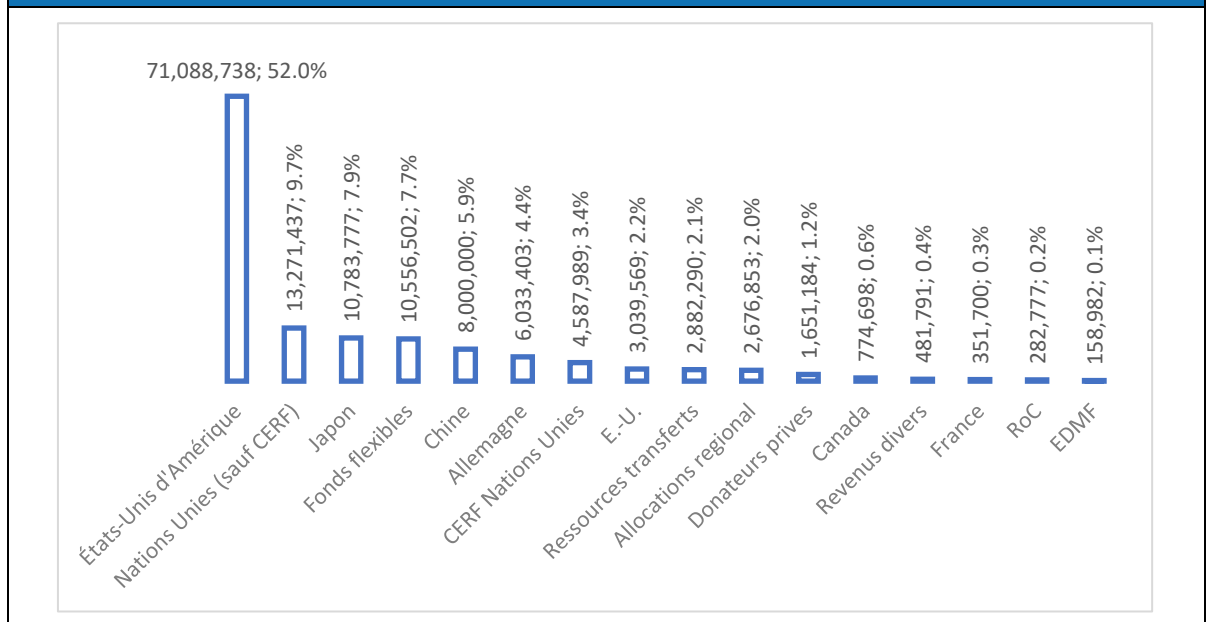
EDS 5	Act 6		2,467,970 (1.4%)	188,147 (0.2%)	5,198 (0%)	3%
Non spécifié		-	-	8,861,482 (7%)	-	0%
Montant total du coût opérationnel direct		82,953,806	174,102,747	122,516,511	72,468,375	59%
DSC		8,991,398	11,682,954	7,764,939	5,279,814	68%
ISC		5,976,438	11,768,555	7,529,205	7,529,205	100%
Grand total		97,921,642	197,554,256	137,810,654 (70%)	85,277,394	62%

Légende			
 = en dessous de 25 %	 = entre 25 et 49 %	 = entre 50 et 74 %	 = au dessus de 75 %

Source: CPB Resources Overview Report – IRM Analytics (date d'extraction: 22/09/22, mise-a-jour le 12/01/2023)

48. Les sources de financement du PSP sont diversifiées (voir figure 8). Les principaux donateurs sont les Etats-Unis (52 pour cent), les fonds des nations unies sauf le CERF (9,7 pour cent), le Japon (7,9 pour cent) les fonds flexibles (7,7 pour cent), et la Chine (6 pour cent).

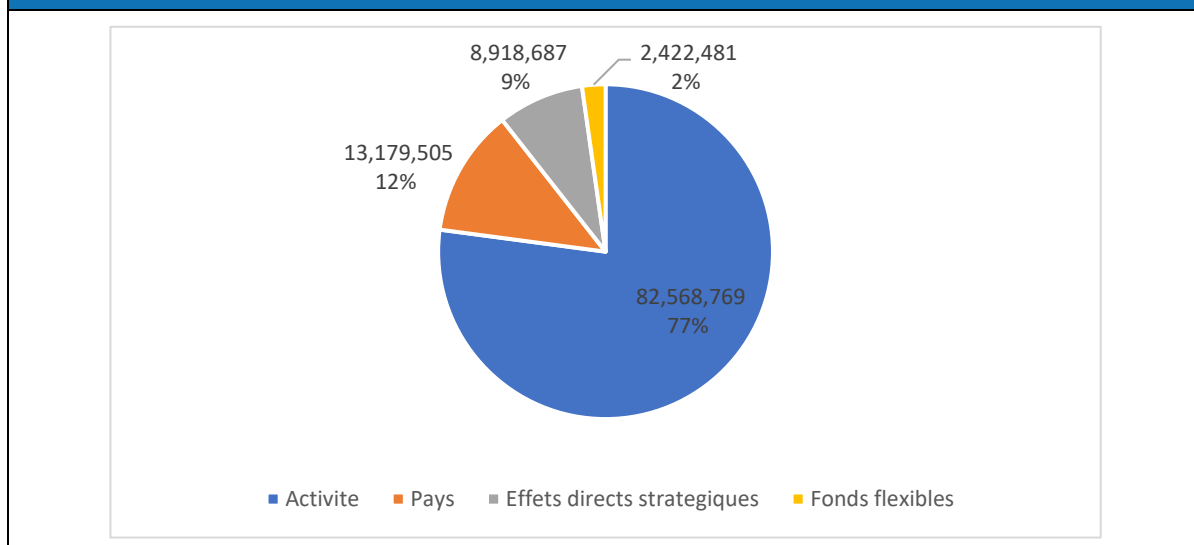
Figure 8 : Principales sources de financement du PSP au Congo (2019-2024) en date de 12.01.2023



Source: CPB Resources Situation Report – IRM Analytics (date d'extraction: 29/09/22, mise-a-jour le 12/01/2023)

49. Les allocations des donateurs ont été principalement affectées au niveau des activités (77 pour cent), tandis que 2 pour cent des fonds restent flexibles (voir figure 9). Les implications de cette affectation de fonds seront analysées par l'évaluation.

Figure 9 : Budget du portefeuille de pays pour le Congo par niveau d'affectation des fonds de donateurs (2019-2024)



Source: Factory, Distribution Contribution and Forecast Stats Report (date d'extraction: 22/09/22, mise-a-jour 12/01/23)

50. En 2022, le bureau du PAM au Congo comptait 74 employés : 39 pour cent de femmes et 61 pour cent d'hommes. Environ 84 pour cent des employés sont nationaux (35 pour cent de femmes et 65 pour cent d'hommes) et 16 pour cent sont internationaux (58 pour cent de femmes et 42 pour cent d'hommes).⁵⁴

3.2. PORTEE DE L'EVALUATION

51. L'évaluation portera sur l'ensemble des activités menées par le PAM (y compris les résultats transversaux) de 2019 à mi-2023, période prévue pour la mission principale d'évaluation et la clôture de la collecte de données. Il sera possible d'examiner l'évolution du programme de pays à l'aune de 4.5 années complètes d'opération.

52. L'objet de l'analyse est le plan stratégique de pays, qui est défini comme l'ensemble des effets directs stratégiques, des produits, des activités et des ressources inclus dans le document de plan stratégique de pays approuvé par le Conseil d'administration du PAM, auquel s'ajoutent toutes les éventuelles révisions budgétaires approuvées par la suite. L'évaluation jaugera la mesure dans laquelle le plan stratégique de pays s'est inscrit dans la continuité des activités précédentes au cours de cette période, et a su s'adapter à l'évolution significative du contexte, examinant les réorientations stratégiques mises en œuvre et ses conséquences, et visant à tirer les leçons pour les orientations futures.

53. L'évaluation mesurera ainsi les contributions apportées par le PAM aux effets directs stratégiques du PSP, en déterminant les relations de cause à effet susceptibles d'unir les produits des activités du PAM, le processus de mise en œuvre, le contexte opérationnel et les changements observés du point de vue des effets directs, y compris toutes les conséquences inattendues, qu'elles soient positives ou négatives. Par la même occasion, l'évaluation analysera la stratégie du PAM en matière de partenariats, y compris la position stratégique adoptée par l'organisation, en particulier dans un contexte évolutif, et notamment ses relations avec les gouvernements nationaux et la communauté internationale. L'évaluation examinera également l'impact des révisions budgétaires et adaptations programmatiques au regard du plan stratégique de pays.

54. L'évaluation examinera également à quel point les interventions menées par le PAM face à la crise du COVID-19 dans le pays et les effets du conflit ukrainien ont été appropriées et efficaces, et la mesure dans laquelle ce contexte changeant a eu un effet plus large sur le PSP à plus long terme. Elle visera aussi à analyser l'impact de la crise sécuritaire sur l'efficacité de la mise en œuvre du PSP. Parallèlement, l'impact des révisions budgétaires et adaptations programmatiques au regard du plan stratégique de pays sera aussi évalué.

⁵⁴ [WFP Congo Dashboard](#). 2022. Données mise-a-jour le 12.1.2023.

4. Approche, méthodologie et considérations éthiques de l'évaluation

4.1. QUESTIONS ET CRITERES DE L'EVALUATION

55. L'évaluation répondra aux quatre questions principales communes à toutes les évaluations des plans stratégiques de pays du PAM. Dans ce cadre, l'équipe d'évaluation pourra approfondir et adapter les sous-questions suivant le plan stratégique de pays, le contexte national et la théorie du changement reconstruite lors de la phase de démarrage, y compris en vue d'examiner les interventions face à la crise du COVID-19.

QE1 – Dans quelle mesure la position stratégique, le rôle et la contribution spécifique du PAM au Congo sont-ils basés sur les priorités du pays et les besoins de la population ainsi que sur les avantages comparatifs du PAM ?	
1.1	Dans quelle mesure le PSP a-t-il été aligné et est-il resté pertinent, approprié et cohérent avec les politiques et plans nationaux et avec les ODD ?
1.2.	Dans quelle mesure le PSP a-t-il répondu aux besoins des hommes, femmes, filles et garçons les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition au Congo, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte ?
1.3	Dans quelle mesure le PSP a-t-il été cohérent et aligné avec les efforts des Nations-Unies et de la communauté humanitaire au Congo, et a-t-il été articulé sur des partenariats stratégiques fondés sur l'avantage comparatif du PAM dans le pays ?
1.4	Dans quelle mesure la conception du PSP a-t-elle été cohérente en interne et basée sur une théorie claire du changement, articulant le rôle et les contributions du PAM de manière réaliste et basée sur ses avantages comparatifs, ses capacités et son mandat, tels que définis dans le plan stratégique du PAM ?
1.5	Dans quelle mesure le PAM a-t-il maintenu un positionnement stratégique pertinent pendant la période de mise en œuvre du PSP, au vu de l'évolution du contexte, des capacités et des besoins nationaux et des autres partenaires - notamment en réponse à la pandémie de COVID-19 ?
QE2 – Quelle est l'étendue et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux résultats stratégiques du PSP du Congo ?	
2.1	Dans quelle mesure les activités et produits du PAM ont-ils contribué aux résultats escomptés du PSP et de l'UNDAF ? Y a-t-il eu des résultats inattendus, positifs ou négatifs ?
2.2	Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs transversaux (principes de l'action humanitaire, protection, redevabilité envers les populations affectées, genre, équité et inclusion, environnement, changement climatique et autres questions pertinentes) ?
2.3	Dans quelle mesure les acquis du PSP sont-ils susceptibles d'être durables, notamment d'un point de vue financier, social, institutionnel et environnemental ?
2.4	Dans quelle mesure le PSP a-t-il facilité des liens plus stratégiques entre les activités humanitaires, de développement et de consolidation de la paix ?
QE3 – Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficace pour contribuer à l'obtention des produits escomptés et à la réalisation des effets directs stratégiques définis dans le PSP ?	
3.1	Dans quelle mesure les produits ont-ils été livrés dans les délais prévus ?
3.2	Dans quelle mesure la couverture et les méthodes de ciblage garantissent-elles que les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire bénéficient du programme ?
3.3	Dans quelle mesure les activités du PAM ont-elles été rentables et agiles dans la fourniture de son assistance ? ⁵⁵

⁵⁵ Des potentiels compromis avec l'égalité des sexes, la protection et d'autres objectifs transversaux doivent être pris en compte lors de l'évaluation de l'efficacité.

3.4	Dans quelle mesure des alternatives plus rentables ont-elles été envisagées (e.g. différentes modalités de transferts) ?
QE4 – Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure il a effectué le virage stratégique attendu du PSP ?	
4.1.	Dans quelle mesure le PSP a-t-il été informé par des connaissances existantes sur les défis de la faim, les systèmes alimentaires, et les questions de sécurité alimentaire et de nutrition prévalant dans le pays pour assurer sa pertinence au stade de la conception ?
4.2	Dans quelle mesure le PAM a-t-il été en mesure de mobiliser des ressources adéquates, opportunes, prévisibles et flexibles pour financer le PSP, malgré les difficultés liées à l'APD ?
4.3	Comment les partenariats et collaborations avec d'autres acteurs ont-ils influencé les performances et les résultats ?
4.4	Quels autres facteurs peuvent expliquer la performance du PAM et sa capacité à opérer la réorientation stratégique visée par le PSP, y compris l'adéquation des capacités de ressources humaines et dynamiques associées, ainsi que les systèmes de suivi et de rapport ?

56. L'évaluation sera fondée sur les critères d'évaluation standard du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) et du Comité d'aide au développement de l'OCDE, à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficacé, la cohérence, la durabilité, l'interdépendance et la couverture des activités. Elle s'attachera également à évaluer le respect des principes de l'action humanitaire ainsi que la prise en compte des questions de protection et de la possibilité de rendre compte des interventions du PAM aux populations affectées.
57. Au cours de la phase de démarrage, l'équipe d'évaluation collaborera avec le Bureau de l'évaluation pour définir un ensemble restreint de thèmes d'analyse clés, en lien avec l'objet principal des activités du PAM ainsi que les défis à relever et les bonnes pratiques dans le pays. Ces thèmes doivent également correspondre aux principales hypothèses de fondement de la théorie du changement du PSP à reconstruire et, par conséquent, servir à tirer des enseignements. Les hypothèses identifiées devront être explicitées dans le rapport initial et traduites en axes d'enquête dans le cadre des questions et des sous-questions d'évaluation pertinentes de la matrice d'évaluation.
58. Au vu des échanges préliminaires avec le Bureau de Pays et le Bureau Régional, l'évaluation suscite une attente particulière concernant les suivants sujets, qui pourront faire l'objet d'études de cas particulières et la reconstruction d'une théorie du changement imbriquée :
- L'intégration des interventions du PAM pour éviter des approches en silo et une plus grande focalisation, et plus spécifiquement l'éparpillement des financements reliés au soutien aux petits agriculteurs dans différentes zones du pays, ainsi que les synergies entre les activités de vivres pour actifs et celles de soutien aux petits agriculteurs pour l'accès aux marchés agricoles. Cela étant donné les difficultés d'accès aux zones éloignées du pays et la structure de ressources humaines et financières du bureau pays.
 - La cohérence lors de la conception du PSP et la performance opérationnelle des réponses d'urgence récurrentes aux inondations et aux réfugiés, et le CBT urbain.
 - L'égalité de genre et les violences basées sur le genre.
 - L'intégration systématique des peuples autochtones dans les programmes.
 - Le renforcement des capacités, particulièrement avec le ministère des affaires sociales.

4.2 APPROCHE DE L'EVALUATION ET METHODOLOGIE

59. L'Agenda 2030 est fondé sur la notion de développement durable en tant que système de relations harmonieuses entre la nature et les êtres humains, permettant à chacun d'évoluer dans une société inclusive qui offre la paix et la prospérité universelles. Il exprime de ce fait l'engagement mondial à mettre fin à la pauvreté, à la faim et aux inégalités, inscrivant les activités humanitaires et de développement dans le cadre général du progrès humain. Conformément à cette vision, les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable ne peuvent être traités séparément. Il devient

alors nécessaire d'adopter une approche systémique en matière de politiques de développement, de conception et de mise en œuvre de programmes ainsi que d'analyse des effets de développement. Le PAM a fait du Programme 2030 le cadre conceptuel global de son Plan Stratégique, en mettant l'accent sur le soutien apporté aux pays pour éradiquer la faim (ODD 2).

60. L'organisation valorise ainsi l'amélioration du lien entre action humanitaire, développement et paix, qui nécessite de tenir compte du développement dans le cadre des interventions humanitaires, et de les associer à des initiatives de renforcement des capacités des institutions nationales.
61. Il est reconnu que la mise en œuvre des cibles nationales en lien avec des ODD et des effets stratégiques directs du PAM dépend de l'interaction de multiples variables. Le degré d'ambition qui guide la définition des résultats attendus est de fait inversement proportionnel à la mesure dans laquelle les acteurs en maîtrisent l'accomplissement. Pour cette raison et dans le contexte des ODD, il peut être extrêmement difficile, voire impossible, d'attribuer des résultats précis à telle ou telle organisation, y compris au PAM. L'attribution de résultats n'étant pas appropriée du point de vue des effets, elle doit être recherchée concernant les produits et les activités.
62. L'évaluation adoptera des **méthodes de collecte de données mixtes**, à la fois qualitatives et quantitatives, afin de soutenir l'approche systémique précédemment mentionnée. L'objectif est de concevoir une méthodologie où collecte et analyse des données sont mises en œuvre dans le cadre d'un processus itératif alliant une approche déductive (utilisation des catégories analytiques prédéfinies), avec une approche inductive par la collecte et l'analyse itérative des données, afin de laisser le champ ouvert à l'identification de problèmes ou d'axes d'enquête inattendus n'ayant pas été cernés au cours de la phase de démarrage. À terme, cette méthode devrait permettre de repérer les effets non escomptés des activités du PAM, qu'ils soient négatifs ou positifs.
63. Dans le cadre de cette approche, les données collectées peuvent provenir de sources primaires et secondaires employant différentes techniques, notamment :
 - **Revue documentaire et bibliographique** : études documentaires des stratégies, plans et rapports de suivi des résultats du PAM, le registre des risques, les rapports annuels de pays, les analyses de contexte, les rapports des donateurs, les évaluations récentes, les rapports de suivi et d'autres documents pertinents du PAM ; les politiques et stratégies gouvernementales ; les stratégies et rapports des donateurs et partenaires ; les études d'autres agences des Nations-Unies et du gouvernement, etc. Les documents devront être codés à travers des logiciels en fonction des domaines et axes d'analyse de la matrice d'évaluation.
 - **Revue de données quantitatives du PAM** : données des bases de données COMET, LESS (pour la chaîne d'acheminement), SCOPE (pour les bénéficiaires), rapports M&E, analyses de VAM, mécanismes de plaintes.
 - **Entretiens semi-structurés avec des informateurs clés et groupes de discussion ciblés (GDC) avec les bénéficiaires**, basés sur des protocoles et des guides d'entretiens pour chaque type d'informateur clé, conçus par l'équipe d'évaluation et testés pendant la phase de démarrage pour répondre aux sous-questions et aux pistes d'enquête identifiées dans la matrice d'évaluation. L'échantillonnage sera représentatif, délibéré/raisonné, équilibré entre les sexes, inclusif, et basé sur l'analyse des parties prenantes. Si certains acteurs ne sont pas présents lors de la visite, des entretiens à distance seront proposés. Des traducteurs seront nécessaires pour les groupes de discussion ciblés. L'équipe d'évaluation codera les comptes rendus des entretiens et des GDC après chaque entretien.
 - **Observations directes sur site**, basés sur des guides d'observation directe généraux conçus par l'équipe d'évaluation et affinés en fonction des activités à observer. L'échantillonnage des sites à visiter sera délibéré/raisonné, et informé par l'emplacement des interventions et activités clés mises en œuvre, le nombre de bénéficiaires ciblés et atteints, les partenaires disponibles et les considérations d'accessibilité, entre d'autres. L'échantillonnage sera représentatif et équilibré entre les sexes. Si possible, l'équipe d'évaluation assistera au déroulement de certaines activités.
 - **Mini-enquêtes** avec les bénéficiaires et les parties prenantes externes pour recueillir leurs perceptions sur les interventions du PAM. Les enquêtes seront testées avant d'être déployées.

- **D'autres approches** de collecte de données, incluant des **méthodes innovantes** de collecte et d'analyse de données, seront proposées par l'équipe d'évaluation sur la base de l'étude de l'évaluabilité et des besoins en données identifiés lors de la phase de démarrage.
64. La collecte de données primaires qualitatives aidera à combler les lacunes de la revue documentaire et à approfondir les tendances émergentes. La collecte et l'analyse des données qualitatives et quantitatives seront effectuées séparément, puis les résultats seront triangulés. Il est nécessaire de procéder au croisement systématique des données de différentes sources ainsi que d'adopter des procédures afin de valider les résultats et d'éviter les cas d'impartialité au cours de l'appréciation évaluative.
 65. Pendant la phase de démarrage, l'équipe d'évaluation devra concevoir une méthodologie détaillée conforme à l'approche décrite dans les termes de référence, reposant sur une étude d'évaluabilité approfondie. L'étude d'évaluabilité doit être fondée sur l'examen des principaux documents de programme, de suivi et de communication des données ainsi que sur des entretiens de collecte d'informations avec les gestionnaires de programme. Cette phase sera structurée en deux étapes principales, une première avec des réunions virtuelles de démarrage avec le siège ; et une deuxième avec des réunions face-à-face dans le bureau pays au Congo.
 66. La méthodologie sera fondée sur **la Théorie du Changement (TdC)**, qui devra être reconstruite par l'équipe d'évaluation, et permettra d'évaluer le positionnement, la prise de décision et les résultats des actions du PAM au cours de la période évaluée, sur la base des hypothèses sous-jacentes. La TdC reconstituée sera validée pendant la mission de démarrage. Des TdC plus spécifiques à certains sujets d'intérêt (voir paragraphe 58) pourront être développées par l'équipe d'évaluation en cas de besoin. Les hypothèses sous-jacentes à la TdC seront testées et reprises en tant que sous-questions et lignes d'investigation dans la matrice d'évaluation du rapport de démarrage.
 67. L'une des annexes les plus importantes du rapport de démarrage est la matrice d'évaluation, qui concrétise les différents aspects de l'évaluation selon l'objet analysé : composante opérationnelle, axes d'enquêtes et indicateurs selon les cas, en précisant les sources et les méthodes de collecte de données correspondantes. De cette façon, la matrice constituera le cadre analytique de l'évaluation. Dans le cadre des sous-questions d'évaluation appropriées, les axes d'enquêtes doivent traiter de manière adéquate des thèmes d'analyse clés de l'évaluation. La méthodologie établie doit viser la ventilation des données par sexe, par âge, par nationalité, par groupe ethnique ou en fonction d'autres catégories selon ce qui est pertinent et faisable dans le contexte concerné. En outre, le choix des informateurs et des sites de visites de terrain doit garantir, dans la mesure du possible, la prise en compte de tous les points de vue. Il est donc essentiel que la phase de conception comprenne une cartographie et une analyse détaillées et complètes des parties prenantes afin d'orienter la sélection des techniques d'échantillonnage. Un modèle de matrice, qui devra être adapté, est proposé en annexe 11.
 68. La mise en œuvre de l'évaluation doit tenir compte des considérations liées au genre, à l'équité et à l'inclusion, dont l'intégration réussie nécessite fondamentalement d'analyser :
 - La qualité de l'analyse des questions de genre, équité et inclusion, effectuées avant la conception du PSP ;
 - La mesure dans laquelle les résultats de l'analyse des questions de genre, équité et inclusion, ont été correctement intégrés à la mise en œuvre du PSP.
 69. Les considérations liées au genre, l'équité et l'inclusion peuvent varier selon la nature des effets et des activités du PSP évalué. L'équipe d'évaluation doit utiliser, entre d'autres, la note technique sur l'intégration du genre aux évaluations du PAM publiée par le Bureau de l'évaluation pour évaluer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il est attendu de l'équipe d'évaluation qu'elle suive une méthode afin d'analyser le statut des marqueurs de l'égalité des sexes au sein du bureau de pays. Le rapport de démarrage doit intégrer le genre, l'équité et l'inclusion dans la conception de l'évaluation et dans le plan opérationnel, y compris prévoir une analyse du contexte qui tienne compte de ces aspects. De la même façon, le rapport final doit comprendre des données d'analyse, des conclusions, des résultats et des facteurs qui tiennent compte des considérations liées à ces aspects, ainsi que des recommandations et une annexe technique à ce sujet s'il y a lieu.
 70. L'évaluation accordera attention à l'appréciation du respect des principes humanitaires, des questions de protection, de la responsabilité à l'égard des populations touchées et de l'impact sur l'environnement

en rapport avec les activités du PAM, selon qu'il conviendra, et aux effets différentiels sur les hommes, les femmes, les filles, les garçons et les autres groupes sociaux concernés.

4.3. ÉTUDE D'ÉVALUABILITÉ

L'évaluabilité désigne la mesure dans laquelle une activité ou un programme peut être évalué de façon fiable et crédible. Une politique, une intervention ou une activité n'est évaluable que si les éléments suivants sont disponibles: a) une description claire de la situation antérieure ou initiale, à laquelle il est possible de se référer afin d'identifier ou de mesurer les changements; b) un énoncé clair des effets visés, c'est-à-dire des changements recherchés qui devraient pouvoir être observés une fois la mise en œuvre lancée ou terminée; c) un ensemble d'indicateurs clairement définis et appropriés servant à mesurer les changements; et d) un calendrier définissant les moments auxquels les effets devraient se manifester.

71. Il existe différentes problématiques identifiées qui pourraient avoir des conséquences sur la mise en œuvre de l'évaluation du PSP. Les contraintes (et opportunités) qui pourraient s'appliquer à cette évaluation incluent :

- **Restrictions de voyages liées à la situation de sécurité et aux difficultés logistiques.** Les visites des zones d'intervention du PAM et l'accès aux parties prenantes locales (sous-bureaux, bénéficiaires et partenaires de coopération) pourraient être limitées en raison du contexte de sécurité et les difficultés d'accès, principalement pendant la saison des pluies, dans certaines parties du pays. Les propositions financières devront inclure un budget pour des vols intérieurs.
- **L'absence d'une théorie du changement (ToC) du PSP.** L'équipe d'évaluation devra reconstruire une théorie du changement en consultation avec le bureau de pays comme base pour le travail d'évaluation au cours de la phase de démarrage.
- **Période couverte par l'évaluation.** La mise en œuvre de l'évaluation avant la fin du PSP peut limiter la capacité de l'équipe d'évaluation à effectuer une évaluation complète des effets de l'ensemble des activités menées par le bureau pays, dans la mesure où les résultats attendus n'auront pu être atteints au moment de l'évaluation. Cependant, le calendrier proposé pour cette évaluation est pertinent : les constatations, conclusions et recommandations de l'évaluation guideront l'élaboration du nouveau PSP prévu début 2025.
- Même si la collecte de données sera terminée à la fin de juin 2023, l'équipe d'évaluation apportera des **misés à jour critiques** au projet de rapport d'évaluation avec des informations jusqu'à la fin d'octobre 2023.
- **Le cadre logique du PSP englobe 131 indicateurs (26 indicateurs d'effets directs, 10 indicateurs transversaux et 95 indicateurs relatifs aux produits),** avec les données de référence, objectifs à atteindre en fin d'année, objectifs à atteindre en fin de PSP et les valeurs de suivi. Certains des indicateurs listés dans le cadre logique n'ont pas fait l'objet de suivi systématique dans les RNAs de 2019-2021, principalement ceux relatifs à l'activité 3 de résilience pour lesquels il n'y a aucune valeur, et certains relatifs aux activités 1 et 3. Environ la moitié des indicateurs d'effets directs inclus dans le cadre logique n'a pas de valeurs de référence, ni de cibles en fin d'année ou en fin de PSP, y compris les valeurs de suivi selon les RNAs de 2019-2020. Moins d'un tiers des indicateurs relatifs aux produits a des valeurs cibles et de suivi d'après tous les RNAs, tandis qu'en 2019, aucun des indicateurs transversaux n'avait de valeurs. Ceci présente des difficultés quant à la fiabilité de la mesure de certains indicateurs aux niveaux des effets directs et des aspects transversaux pour l'analyse des tendances, ainsi que la collecte de données de qualité pour évaluer l'efficacité/l'efficience des coûts, la durabilité des produits et des résultats du PAM. L'équipe d'évaluation devra proposer des méthodes alternatives pour évaluer les résultats de certaines activités pour lesquelles il n'y a pas d'indicateurs. L'annexe 7 présente les trois types d'indicateurs du PSP et le taux de renseignement des indicateurs.
- En complément aux données d'estimation et de suivi récentes, l'évaluation prendra également en compte les **données probantes** générées par l'examen à mi-parcours du PSP de 2022 et les évaluations décentralisées conduites sur les cantines scolaires sur la période évaluée.

- Le Congo a obtenu 38.9 points dans l'indice composite de capacité statistique de la Banque Mondiale en 2020. Ce score est inférieur à la moyenne de l'Afrique sub-saharienne estimée à 57.1⁵⁶. D'après l'Institut National de la Statistique, le dernier recensement général de la population date de 2007 ; et le dernier rapport sur la contribution nationale volontaire à la mise en oeuvre des ODD date de 2019.⁵⁷ Le dernier recensement général du secteur agricole date de 2014, lorsqu'il a été conduit avec l'appui de la FAO.

72. Au cours de la phase de démarrage, l'équipe d'évaluation devra mener une étude d'évaluabilité approfondie ainsi qu'un examen critique de la disponibilité, de la qualité et des lacunes des données afin d'orienter le choix des méthodes d'évaluation. Elle procédera pour ce faire à une analyse du cadre de résultats et des indicateurs associés afin de valider les conclusions de l'évaluation préliminaire effectuée par le Bureau de l'évaluation.

4.4. CONSIDERATIONS ETHIQUES

73. Les évaluations doivent être conformes aux normes éthiques du PAM et du [GNUE](#). Par conséquent, la société sélectionnée pour réaliser l'évaluation est responsable de la préservation et de la garantie des considérations éthiques à toutes les étapes du processus d'évaluation. Cela comprend, sans s'y limiter, la garantie d'un consentement éclairé, la protection de la vie privée, le respect de la confidentialité et de l'anonymat des participants, la garantie de la sensibilité aux réalités culturelles, le respect de l'autonomie des participants, la garantie d'un recrutement équitable des participants (notamment des femmes et des groupes socialement exclus) et la garantie que l'évaluation ne cause aucun préjudice aux participants ou à leurs communautés.

74. L'équipe et le gestionnaire de l'évaluation ne doivent pas avoir été impliqués dans la conception, la mise en œuvre ou le suivi du PSP du PAM au Congo, ni avoir tout autre conflit d'intérêts potentiel ou apparent. Tous les membres de l'équipe d'évaluation se conformeront aux [principes éthiques de 2020 du GNUE](#) et aux [directives de 2014 sur l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes aux évaluations](#). En plus de signer un engagement à adopter une conduite éthique en contexte d'évaluation, l'équipe d'évaluation acceptera de signer une déclaration sur la confidentialité, internet et la sécurité des données.

4.5. ASSURANCE QUALITE

75. Le système d'assurance qualité des évaluations du PAM définit des processus par étapes pour l'assurance qualité ainsi que des modèles pour les produits de l'évaluation fondés sur des listes de contrôle pour l'assurance qualité. Les procédures d'assurance qualité seront systématiquement appliquées au cours de cette évaluation et les documents pertinents seront fournis à l'équipe d'évaluation. Ce processus d'assurance qualité n'interfère pas avec les points de vue ou l'indépendance de l'équipe d'évaluation, mais veille plutôt à ce que le rapport présente des preuves et des analyses crédibles de manière claire et convaincante et formule ses conclusions sur cette base. L'équipe d'évaluation sera tenue d'assurer la qualité des données (fiabilité, cohérence et exactitude) tout au long des phases de collecte de données, de synthèse, d'analyse et d'élaboration de rapports.

76. Le Bureau de l'Evaluation s'attend à ce que tous les produits livrables de l'équipe d'évaluation fassent l'objet d'un examen minutieux d'assurance qualité par la société d'évaluation, conformément au système d'assurance qualité des évaluations du PAM, avant leur envoi au Bureau de l'Evaluation.

77. Tous les rapports d'évaluation finaux feront l'objet d'une évaluation ultérieure de la qualité réalisée par une entité indépendante dans le cadre d'un processus géré par le Bureau de l'Evaluation. Les résultats complets de cette évaluation ultérieure de la qualité ainsi que le rapport d'évaluation final seront publiés sur le site Internet du PAM.

⁵⁶ Banque Mondiale (2022). Indice composite de capacité statistique. Données de 2020.

⁵⁷ République du Congo. [Contribution Nationale Volontaire à la mise en œuvre des ODD](#). Rapport National 2019.

5. Organisation de l'évaluation

5.1. ÉTAPES ET PRODUITS LIVRABLES

78. L'évaluation se déroule en cinq phases présentées dans le tableau 3 ci-dessous. L'équipe d'évaluation participera aux phases 2 à 5 de l'évaluation du plan stratégique de pays. L'annexe 3 contient un calendrier plus détaillé. Les bureaux régionaux et de pays ont été consultés au sujet du calendrier afin que celui-ci corresponde bien aux plans et à la prise de décisions du bureau de pays. L'objectif est de pouvoir faire un usage efficace des données probantes générées par l'évaluation du plan stratégique de pays.

Tableau 3 : Récapitulatif du calendrier – jalons importants de l'évaluation		
Phases principales	Calendrier	Tâches et produits livrables
1. Préparatoire	Fin novembre 2022 Janvier 2023 Janvier 2023	Termes de référence partagés avec le BP et les LTA Termes de référence finaux Sélection et contractualisation d'une compagnie fournissant l'équipe d'évaluation
2. Démarrage	Fin-février 2022 6-10 mars 2023 Début avril 2023 Fin mai 2023	Réunions de démarrage HQ (virtuel) Mission de démarrage (dates à confirmer en consultation avec le BP) Rapport de démarrage préliminaire Rapport de démarrage final
3. Évaluation, activités sur le terrain comprises	12-30 juin 2023 18 juillet 2023	Mission d'évaluation et collecte de données Bilan des observations préliminaires
4. Élaboration du rapport	Aout 2023 Octobre 2023 Novembre 2023 Mi-décembre 2023 Janvier-Février 2024	Rapport préliminaire Rapport préliminaire commentés par le GRI Atelier avec les parties prenantes (virtuel ou sur place, à confirmer et à aligner sur la base de l'atelier de préparation « visioning » du nouveau PSP) Rapport d'évaluation final Rapport succinct de l'évaluation
5. Diffusion	Mars 2024 Novembre 2024 Novembre 2024	Réponse de la direction et préparation de la présentation au Conseil d'administration Présentation au Conseil d'Administration Diffusion des produits

5.2. COMPOSITION DE L'EQUIPE D'EVALUATION

79. L'évaluation du PSP sera effectuée par une équipe d'évaluateurs indépendants pouvant efficacement traiter les domaines d'évaluation, proposée par la compagnie sélectionnée. L'équipe sera composée d'hommes et de femmes et comportera entre quatre et six membres, dont un dédiée à la recherche et à l'analyse et deux (un homme et une femme) nationaux, si possible parlant les langues véhiculaires (lingala et kituba).

80. Le responsable de l'équipe d'évaluation devra posséder d'excellentes compétences de synthèse et de rédaction de rapports d'évaluation en français. L'équipe d'évaluation devra être familière des interventions humanitaires intégrées aux de renforcement de la résilience, connaître les modalités de l'aide alimentaire et technique fournie par le PAM et avoir de solides compétences en évaluation, inclus des principes humanitaires, de la protection, de l'équité et l'inclusion et la responsabilité envers les populations affectées, et inclus une connaissance méthodologique approfondie de la conception de collectes et d'analyse de données et de synthèse. Le tableau 4 ci-dessous détaille plus avant les compétences recherchées pour l'équipe.

Tableau 4 : Récapitulatif des domaines de compétences requis pour l'équipe d'évaluation	
Domaines	Expertise requise
Chef d'équipe	- Gestion d'équipe, coordination, planification, capacité à résoudre des problèmes - Solide expérience de conception et mise en œuvre d'évaluations de plans stratégiques pays, y compris des théories du changement, des aspects de positionnement et partenariats - Solide expérience des contextes humanitaires et de développement, et des perspectives de nexus, si possible en Afrique centrale, ou dans des contextes similaires en Afrique - Connaissance de l'architecture de l'aide internationale et ses acteurs clés, y compris du système des Nations Unies - Capacités démontrées de présentation et d'engagement avec divers acteurs ; capacité à livrer à temps - Maîtrise orale et excellentes compétences rédactionnelles en français, et maîtrise de l'anglais - Une expérience préalable dans les évaluations du PAM est un atout
Assistance humanitaire et CBT/ transferts monétaires	- Expertise technique dans les programmes de transferts monétaires / CBT - Expérience de l'évaluation des interventions d'urgence et assistance aux réfugiés / déplacés internes - Préparation aux urgences - Cohésion sociale
Nutrition	Interventions liées au traitement et à la prévention de la malnutrition aiguë modérée et la malnutrition
Genre et protection	- Redevabilité envers les populations affectées - Protection humanitaire - Analyse de genre, équité, GBV, inclusion
Résilience, soutien aux petits exploitants agricoles et chaîne de valeurs	Expérience technique et de l'évaluation des interventions de soutien aux systèmes de production et aux chaînes de valeur au niveau communautaire ; la création d'actifs ; l'adaptation au changement climatique
Renforcement des capacités institutionnelles et protection sociale	- Analyse des interventions de soutien au gouvernement, notamment dans les domaines de la protection sociale et des cantines scolaires. - Analyse du renforcement des capacités pour la gestion de données et d'information.
Logistique et gestion d'approvisionnement	- Analyse des opérations de gestion de chaînes d'approvisionnement et de fourniture de services logistiques - Analyse de l'efficacité
Support à la recherche et l'analyse (junior)	Compréhension de l'évaluation et capacité à fournir un soutien de recherche qualitatif et quantitatif à l'équipe d'évaluation ; analyser et évaluer les données de S&E, le nettoyage et l'analyse des données ; compétences rédactionnelles et de présentation, relecture et prise de notes.

5.3. ROLES ET RESPONSABILITES

81. L'évaluation est gérée par le Bureau de l'évaluation du PAM. Mar Guinot (dans un premier temps), et Christoph Waldmeier (dans un deuxième temps) ont été nommés gestionnaires de l'évaluation. Le gestionnaire de l'évaluation n'a pas participé à des activités associées au sujet de l'évaluation. Le gestionnaire est responsable de la préparation des termes de référence; de la sélection et des contrats de l'équipe d'évaluation; de préparer et de gérer le budget; de la mise en place du groupe de référence interne; de l'organisation de la séance d'information pour les membres de l'équipe et de l'atelier d'apprentissage pour les parties prenantes sur le territoire national; du soutien aux travaux préparatoires de la mission de terrain; de la préparation du rapport succinct de l'évaluation; de la première assurance qualité des produits de l'évaluation ainsi que de la collecte des retours des parties prenantes du PAM concernant la version provisoire des produits. Le gestionnaire de l'évaluation constituera le principal relais entre l'équipe d'évaluation, représentée par son chef d'équipe, et les homologues du PAM, l'objectif étant de garantir la fluidité du processus de mise en œuvre. Le gestionnaire de l'évaluation effectuera des réunions régulières avec le chef d'équipe pour assurer le bon déroulement de l'évaluation. Aboh Anyangwe, analyste de recherche, fournira un soutien à l'équipe d'évaluation pour la collecte et la compilation de la documentation interne au PAM et en particulier des données quantitatives. Elle facilitera également l'engagement de l'équipe d'évaluation avec les parties prenantes, fournira un soutien à la logistique des visites sur le terrain ainsi qu'à la préparation d'infographies visuelles selon les besoins définis par la gestionnaire de l'évaluation. Aurelie Larmoyer, chargée principale d'évaluation, procèdera à la deuxième assurance qualité. Anne-Claire Luzot, Directeur Adjointe de l'Evaluation, approuvera les produits finaux et soumettra l'évaluation du plan stratégique de pays au Conseil d'administration pour examen en novembre 2024.

82. Un **groupe de référence interne** composé de parties prenantes du PAM sélectionnées au sein du bureau de pays, du bureau régional et du siège devra examiner et commenter les rapports d'évaluation provisoires, fournir des retours au cours des séances de discussion de l'évaluation ainsi qu'accorder des entretiens à l'équipe d'évaluation (détails en annexe 12). Le bureau de pays facilitera les échanges entre l'équipe d'évaluation et les parties prenantes du Congo en plus de fournir un soutien logistique dans le cadre des activités de terrain et d'organiser un atelier d'apprentissage pour les parties prenantes sur le territoire national. Sidi-Mohamed Babah, Chef de Programmes et Directeur Adjoint du Bureau Pays, a été nommé point focal pour l'évaluation au bureau de pays du PAM et apportera son aide à la communication avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation du plan stratégique de pays, en plus de préparer les réunions et de coordonner les visites de terrain. Afin de garantir l'indépendance de l'évaluation, aucun membre du personnel du PAM ne fera partie de l'équipe d'évaluation ou ne participera à des réunions où sa présence pourrait influencer les réponses données par les parties prenantes.

5.4. CONSIDERATIONS RELATIVES A LA SECURITE

83. En tant que "fournisseur indépendant" de services d'évaluation au PAM, la société mandatée sera chargée de garantir la sécurité de l'équipe d'évaluation et de prévoir des mesures d'évacuation adéquates en cas de problème médical ou d'insécurité. Toutefois, afin d'éviter tout incident lié à la sécurité, le gestionnaire de l'évaluation devra s'assurer que le bureau de pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès du responsable de la sécurité à l'arrivée dans le pays et organise une réunion pour leur permettre de comprendre les conditions de sécurité sur le terrain. L'équipe d'évaluation doit respecter les règles applicables du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, notamment suivre les formations à la sécurité (BSAFE et SSAFE) ou tout autre formation jugée indispensable pour garantir la sécurité de la mission, et assister aux réunions d'information dans le pays.

5.5. COMMUNICATION

Il est important que les rapports d'évaluation soient rendus accessibles à un large public, comme prévu dans la politique d'évaluation, afin de garantir la crédibilité du PAM (au moyen d'un processus d'élaboration de rapports transparent) et l'utilité des évaluations. La stratégie de diffusion considèrera, qui de l'analyse des parties prenantes, seront les destinataires du rapport, les acteurs à intégrer au processus

de diffusion, les futurs utilisateurs de l'évaluation, les détenteurs d'obligations, les responsables de la mise en œuvre et les bénéficiaires en tenant compte des considérations liées au genre.

84. Tous les produits de l'évaluation seront rédigés en français. Conformément aux règles internationales en matière d'évaluation, le PAM requiert que toutes les évaluations soient rendues publiques. En cas d'activité de terrain nécessitant des interprètes, la société d'évaluation procédera aux arrangements requis et inclura les coûts induits dans le projet de budget.

85. Au cours de la phase de démarrage, le gestionnaire de l'évaluation collaborera avec l'équipe d'évaluation pour établir un plan de communication et de gestion des connaissances. Pour soutenir la communication des résultats de l'évaluation, l'équipe d'évaluation collectera des photos et vidéos sur le terrain, en respectant les coutumes locales, et les partagera avec le bureau de l'évaluation du PAM pour les utiliser dans des produits de communication pour diffuser les résultats, les enseignements et les recommandations de l'évaluation de manière appropriée auprès de différents publics.

86. Le rapport succinct de l'évaluation, accompagnée de la réponse de la direction aux recommandations de l'évaluation, sera présentée au Conseil d'administration du PAM en novembre 2024. Le rapport d'évaluation final sera rendu accessible sur le site Internet public du PAM, et le Bureau de l'évaluation s'assurera de la diffusion des enseignements tirés à l'aide du rapport annuel d'évaluation.

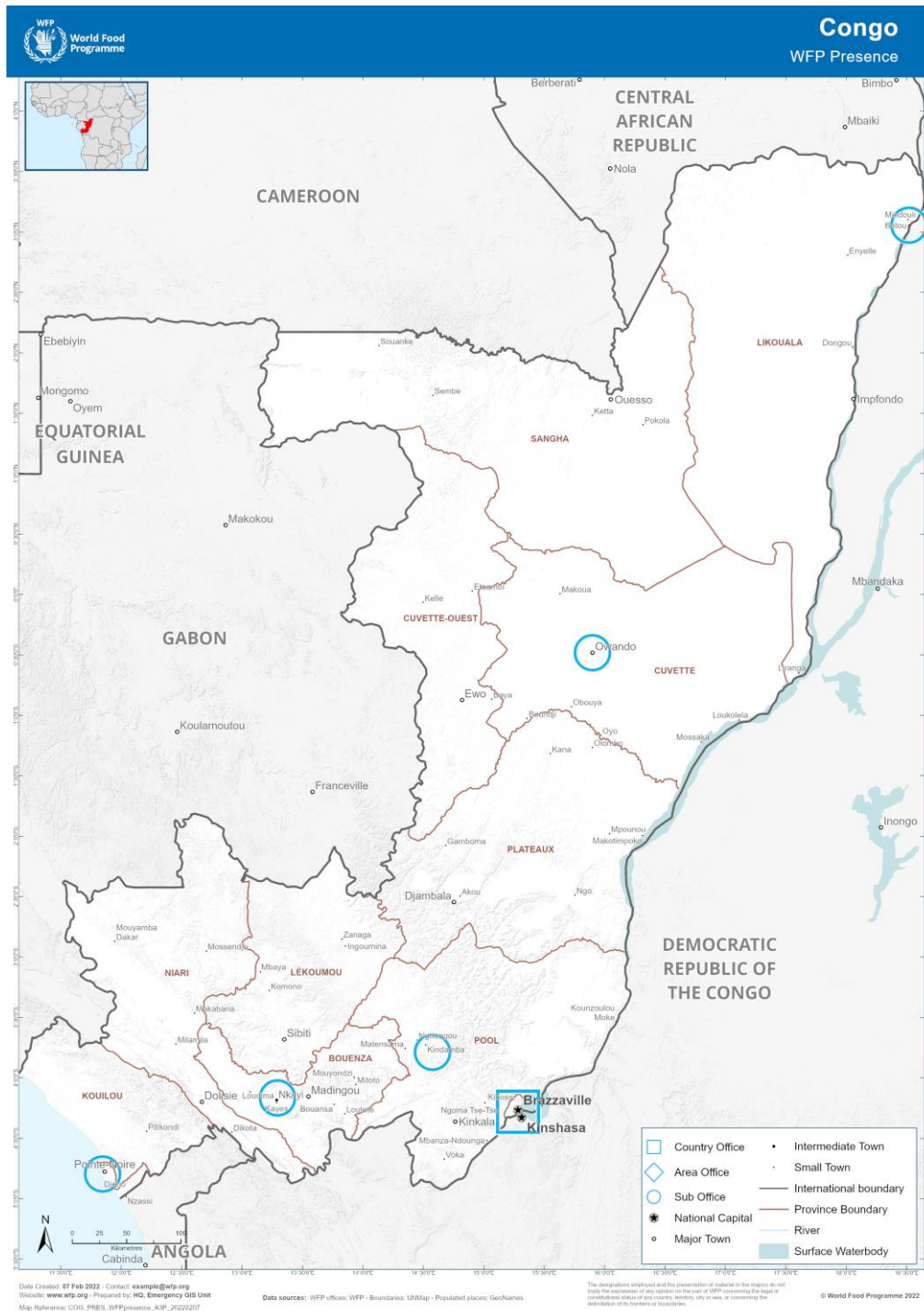
5.6. LA PROPOSITION

87. L'évaluation sera financée sur le budget du portefeuille de pays.

88. À la suite de l'évaluation technique et financière, une offre améliorée pourrait être demandée par le PAM pour la ou les offres préférées afin de mieux répondre aux exigences des termes de référence. Le PAM peut effectuer des vérifications de références et des entretiens avec des membres sélectionnés de l'équipe.

Annexes

Annexe 1 : Carte des bureaux du PAM au Congo en 2022



Source : 2021 ACR

Annexe 2 : Fiche d'information sur le Congo

		2018	2019	2020	2021	Link
	Général					
1	Indice de développement humain (1)	0.57	0.57	0.57	0.57	UNDP - Data Center
2	Demandeurs d'asile (affaires pendantes) (5)	9,176	14,417	13,622	13,670	UNHCR - Refugee Statistics
3	Réfugiés (y compris les situations assimilables à des réfugiés) (5)	37,491	25,668	27,097	40,765	UNHCR - Refugee Statistics
4	Personnes déplacées internes (5)	138,000	134,430	134,430	134,430	UNHCR - Refugee Statistics
5	Autres personnes de préoccupation (5)	12,399	11,770	11,920	10,206	UNHCR - Refugee Statistics
	Demographie					
6	Population totale (millions) (2)	5,244,363	5,380,504	5,518,092	5,657,017	World Bank Data
7	Femmes dans la population totale (%) (2)	50.07	50.05	50.04	50	World Bank Data
8	Population urbaine (%) (2)	66.90	67.40	67.83	68.28	World Bank Data
9	Population totale par âge (1 – 4 ans) (millions) (6)	638,615 (2011-2020)				UNSD — Demographic and Social Statistics
10	Population totale par âge (5 – 9 ans) (millions) (6)	677,610 (2011-2020)				UNSD — Demographic and Social Statistics
11	Population totale par âge (10 – 14 ans) (millions) (6)	609,889 (2011-2020)				UNSD — Demographic and Social Statistics
12	Taux de fertilité total, par femme (2)	4.43	4.37	4.32		World Bank Data
13	Taux de natalité chez les adolescentes (nombre de naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans) (8)	111.3 (2013)				Indicators index (who.int)
	Economie					
14	PIB par habitant (d'après le taux de change actuel du dollar É.-U.) (2)	2,606.62	2,369.73	1,846.13	2,213.90	World Bank Data
15	Inégalité des revenus : coefficient de Gini (1)	48.9 (2010-2021)				UNDP - Data Center
16	Entrées nettes d'investissements étrangers directs (% du PIB) (2)	31.57	(11.20)	(18.90)		World Bank Data
17	Montant net de l'aide publique au développement reçue (% du revenu national brut) (4)	1.20	1.80	2.30		Aid at a glance charts - OECD
18	ODD 17 : volume des envois de fonds rapporté au PIB total (%) (9)	0.09 (2016)				SDG Country Profiles (unstatshub.org)
19	Valeur ajoutée de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (% du PIB) (2)	6.91	7.63			World Bank Data
	Pauvreté					

20	Population vivant dans une situation proche de la pauvreté multidimensionnelle (%) (1)	21.3 (2015-2020)				UNDP - Data Center
21	Population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle extrême (%) (1)	9.4 (2015-2020)				UNDP - Data Center
	Santé					
22	Taux de mortalité maternelle (risque de décès maternel cumulé sur la durée d'une vie : 1 sur 100 000) (3)	378 (2017)				Maternal mortality rates and statistics - UNICEF DATA
23	Espérance de vie en bonne santé à la naissance (8)		56.25			Indicators index (who.int)
24	Prévalence totale du VIH (% de la population âgée de 15 à 49 ans) (2)	3.30	3.30	3.30	3.80	World Bank Data
25	Dépenses courantes de santé (% du PIB) (2)	1.94	2.08			World Bank Data
	Genre					
26	Indice d'inégalité de genre (rang) (1)		144		147	UNDP - Data Center
27	Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (%) (2)	11.26	11.26	11.26	11.26	World Bank Data
28	Taux d'activité total des femmes (% du total de la population âgée de 15 ans et +) (estimation modélisée de l'Organisation internationale du Travail [OIT]) (2)	66.85	66.94	64.16	65.06	World Bank Data
29	Femmes employées dans le secteur de l'agriculture (% d'emploi des femmes) (estimation modélisée de l'OIT) (2)	32.54	32.04			World Bank Data
	Nutrition					
30	Part de la population totale en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave (%) (7)	88.30	88.70			FAOSTAT
31	Prévalence (d'après le poids-pour-taille) des formes modérée et grave d'émaciation chez les < de 5 ans (%) (3)	8 (2014-2020)				The State of the World's Children UNICEF
32	Prévalence (d'après la taille-pour-l'âge) des formes modérée et grave de retard de croissance chez les < de 5 ans (%) (3)	21 (2013-2018)		18.00		The State of the World's Children UNICEF
33	Prévalence (d'après la taille-pour-l'âge) des formes modérée et grave de surpoids chez les < de 5 ans (%) (3)	6 (2013-2018)		5.00		The State of the World's Children UNICEF
34	Taux de mortalité chez les < de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes) (2)	47.60	52.50	44.60		World Bank Data
	Education					
35	Taux d'alphabétisation des adultes (% de la population âgée de 15 ans et plus) (1)	80.30				UNDP - Data Center
36	Population ayant au moins commencé l'enseignement secondaire (% de la population âgée de 25 ans et plus) (1)	48.80	48.80		48 (female); 52 (male)	UNDP - Data Center
38	Scolarisation, primaire (% brut) (3)	93.70				World Bank Data

39	Fréquentation de l'éducation préscolaire - femmes (%) (2)	36.8 (2013-2021)	Early childhood education - UNICEF DATA
----	--	------------------	---

Source : (1) Programme des Nations Unies pour le développement. *Rapport sur le développement humain* – 2016 et 2018 ; (2) Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde ; (3) Fonds des Nations Unies pour l'enfance. *La Situation des enfants dans le monde* ; (4) Comité d'aide au développement de l'OCDE ; (5) HCR ; (6) Division de la statistique des Nations Unies ; (7) *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* – 2019 ; (8) Organisation mondiale de la Santé ; (9) présentation des ODD par pays ; (10) Fonds des Nations Unies pour la population.

Annexe 3 : Calendrier détaillé

Phase 1 – Préparation		Personne clé	Date limite / période
	Termes de référence provisoires approuvés par la Directrice Adjointe de l'évaluation (DAE) et transmis pour avis au bureau de pays et aux cabinets avec lesquels un accord à long terme a été signé	DAE	28 Nov 2022
	Commentaires sur la version provisoire des termes de référence reçus	Bureau de pays	9 Dec 2022
	Soumission de propositions basées sur la version provisoire des termes de référence	Société d'experts	10 Janv 2023
	Examen de la proposition d'accord à long terme	Gestionnaire de l'évaluation (GE)	11-13 Janv 2023
	Version finale révisée des termes de référence envoyée aux parties prenantes du PAM	Gestionnaire de l'évaluation	18 janvier 2023
	Conclusion de contrat avec la société d'experts	Gestionnaire de l'évaluation	25 janvier 2023
Phase 2 – Démarrage			
Version Provisoire 0	Préparation de l'équipe et analyse documentaire avant séance de présentation au Siège	Équipe d'évaluation	30 janvier-15 février 2023
	Séance de présentation au Siège et au bureau régional	GE et équipe	20-22 février
	Mission de démarrage (virtuelle ou sur place), incluant séances de briefings avec l'ensemble des parties prenantes pertinentes du bureau de Pays	GE / Analyste de recherche/ chef d'équipe	6-10 Mars 2023
	Soumission du rapport de démarrage provisoire	Chef d'équipe	7 avril 2023
Version provisoire 1	Assurance qualité du Bureau de l'évaluation et soumission au Bureau de Pays pour commentaires	Gestionnaire de l'évaluation / QA2	14 avril 2023
	Soumission du rapport de démarrage révisé	Chef d'équipe	20 avril 2023
	Assurance Qualité et plusieurs itérations	GE / QA2	26 avril 2023
Version Provisoire 2	Validation du rapport de démarrage	DAE	4 mai 2023
	Rapport de démarrage transmis pour avis au bureau de pays	Bureau de pays	5 – 15 mai 2023
	Soumission du rapport de démarrage révisé	Chef d'équipe	21 mai 2023
Version finale	Assurance qualité du Bureau de l'évaluation	GE / QA2	24 mai 2023
	Validation du rapport de démarrage	DAE	31 mai 2023
	Circulation de la version finale du rapport initial aux principales parties prenantes du PAM pour information et publication sur l'Intranet.	Gestionnaire de l'évaluation	1 juin 2023
Phase 3 – Collecte de données, y compris concernant les activités sur le terrain ⁵⁸			

⁵⁸ La présentation du rapport et le lancement de l'étape de collecte de données doivent être séparés d'au moins six semaines.

	Collecte de données dans le pays/à distance	Équipe	12-30 juin 2023
	Bilan de sortie (PPT)	Chef d'équipe	30 juin 2023
	Bilan des observations préliminaires	Équipe	18 juillet 2023
Phase 4 – Élaboration des rapports			
Version provisoire 0	Envoi d'une version provisoire de qualité du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation (après le contrôle de la qualité institutionnel)	Chef d'équipe	16 Août 2023
	Retours du Bureau de l'évaluation sur la qualité transmis au chef d'équipe	Gestionnaire de l'évaluation / QA2	1 Sep 2023
Version provisoire 1	Envoi de la version provisoire révisée du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation	Chef d'équipe	15 Sep 2023
	Contrôle de la qualité par le Bureau de l'évaluation et soumission au DAE pour revue	Gestionnaire de l'évaluation / QA2	22 Sep 2023
	Obtention de l'autorisation requise avant la transmission du rapport d'évaluation au groupe de référence interne (GRI)	DE/DAE	29 Sep 2023
	Transmission au GRI de la version provisoire du rapport d'évaluation pour avis par le Bureau de l'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation/ GRI	2-16 Oct 2023
	Atelier d'apprentissage (dans le pays ou à distance)	GE/Chef d'équipe/ parties prenantes	Début novembre 2023 (à aligner sur la base de l'atelier de préparation « visioning » du nouveau PSP)
	Rassemblement des commentaires du PAM et envoi à l'équipe d'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation	10 Nov 2023
	Envoi de la version révisée (s'appuyant sur les commentaires du PAM) du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation, avec les réponses de l'équipe sur la matrice de commentaires	Équipe d'évaluation	20 Nov 2023
	Examen de la version provisoire 2	GE / QA2	24 Nov 2023
Version provisoire 2	Envoi de la version finale provisoire du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation	Chef d'équipe	1 Dec 2023
	Examen de la version provisoire 3	GE / QA2	7 Dec 2023
Version provisoire 3	Recueil de l'approbation finale du DAE	DAE	18 Dec 2023
	Version provisoire du rapport succinct d'évaluation	GE	Janvier 2024
Rapport succinct d'évaluation	Examen de la version provisoire du rapport succinct d'évaluation	Chef d'équipe	Début février 2024
	Obtention de l'autorisation du DAE à transmettre le rapport succinct d'évaluation	DAE	Fin février 2024
	Après autorisation par sa direction, transmission par le Bureau de l'évaluation de la synthèse du rapport succinct d'évaluation à la haute direction du PAM pour avis	DAE	Mars 2024
Phase 5 – Conseil d'administration et suivi			

	Envoi du rapport succinct d'évaluation/des recommandations à la Division chargée de la planification des performances (DPP) pour la réponse de la direction + envoi du rapport succinct d'évaluation au secrétariat du Conseil d'administration pour révision et traduction	Gestionnaire de l'évaluation	Mars-Avril 2024
	Dernières actions, publication sur les sites du Bureau de l'évaluation, table ronde du Conseil d'administration, etc.	Gestionnaire de l'évaluation	A partir d'avril 2024
	Présentation du rapport succinct d'évaluation au Conseil d'administration	DAE	Nov 2024
	Présentation de la réponse de la direction au Conseil d'administration	D/DPP	Nov 2024

Annexe 4 : Analyse préliminaire des parties prenantes

Parties prenantes	Intérêt dans le cadre de l'évaluation	Participation à l'évaluation	Acteurs
internes (PAM)			
Bureau de pays (BP)	Responsable de la planification et de la mise en œuvre au niveau des pays du PSP actuel, il a un intérêt direct dans l'évaluation et sera un utilisateur principal de ses résultats dans l'élaboration et la mise en œuvre du prochain PSP.	Partie prenante primaire – Les cadres dirigeants du BP en charge de la gestion stratégique du programme participeront à la planification et aux réunions de présentations lors de la préparation et du démarrage de l'évaluation. Ils seront mobilisés en premier lieu pour fournir une validation et un retour sur les résultats préliminaires de l'évaluation. Ils seront enfin les premiers récipiendaires et utilisateurs des résultats de l'évaluation, lors de la préparation du PSP suivant. Sous la supervision de la Division de la planification et de la performance (CPP) du PAM, ils prépareront la réponse de la direction à l'EPSP. Les membres pertinents de l'équipe du BP seront interviewés en tant qu'informateurs clés pendant la phase de collecte de données, et participeront à l'atelier de validation pendant la phase de rapport. Ils commenteront le projet de rapport initial et le projet de rapport d'évaluation.	Directeur Pays, Directeur Pays adjoint, Chef de programme, Chef de S&E et VAM Responsables des urgences Responsables de la logistique Personnel du bureau tel qu'indiqué par le personnel dirigeant et le point focal <i>Certains de ces personnes feront partie du GRI</i>
Bureau régional (BR)	Personnel dirigeant et programme du Bureau Régional de Johannesburg (RBJ) ont fourni un soutien au BP.	Partie prenante primaire – Certains membres pertinents de l'équipe du BR personnel seront interviewé pendant les phases de démarrage et de collecte de données. Ils participeront à l'atelier de validation pendant la phase de rapport et commenteront le projet de	Directeur Régional adjoint, Responsable de programme, Responsable des urgences, responsables techniques pertinentes <i>Certains de ces personnes feront partie du GRI</i>

	Les enseignements de l'évaluation, fourniront un éclairage utile sur le rôle d'appui du Bureau.	rapport d'évaluation. Les membres du BR représentés dans le GRI commenteront les résultats préliminaires et fourniront le cas échéant également des contributions à la réponse de la direction.	
Divisions du siège	Les divisions du siège ayant fourni un soutien au BP, soit technique ou opérationnel, auront un intérêt à découvrir les leçons pertinentes à leurs mandats, et au-delà, l'évaluation du PSP pourra leur fournir des perspectives et pistes de réflexions visant à renforcer les orientations stratégiques, ou les processus relatifs aux collaborations avec les BP.	Partie prenante primaire – Les divisions et unités techniques ou opérationnelles du siège seront des informateurs clés et interviewés sur les thèmes couverts par l'évaluation. Les divisions du siège représentées dans l'IRG auront l'occasion de commenter les résultats préliminaires et de fournir des contributions à la réponse de la direction.	Divisions pertinentes, y compris urgences, nutrition, alimentation scolaire, programmes, RAM, protection sociale, CBT, partenariats, Supply chain
Conseil d'administration du PAM	Les membres du Conseil d'administration sont les récipiendaires directs du rapport final en tant qu'instrument de redevabilité. Ils ont aussi un intérêt pour les leçons potentielles plus larges des contextes tels qu'au Congo et sur les rôles, la stratégie et la performance du PAM.	Ils recevront et réagiront aux résultats de l'évaluation à la session de novembre 2024	
Externes			
Communautés affectées	En tant que bénéficiaires ultimes de l'aide du PAM, les bénéficiaires ont un intérêt à ce que le PAM détermine si son aide est pertinente, appropriée et efficace.	Ils seront interrogés et consultés au cours de la phase de collecte de données dans la mesure du possible. Des dispositions spéciales peuvent être prises pour rencontrer les enfants	Bénéficiaires et participants aux activités du PAM : petits producteurs agricoles ; écoliers ; personnel des écoles ; directeurs d'école ; dirigeants communautaires ; ménages vulnérables (réfugiés, demandeurs d'asile, ménages touchés par les inondations et le COVID-19).

			À développer davantage en phase de démarrage
Administrations centrales et décentralisées	L'évaluation devrait renforcer la collaboration et les synergies entre les institutions nationales et le PAM, en clarifiant les mandats et les rôles, et en accélérant les progrès vers la répliation, le transfert et la durabilité. Le personnel clé du gouvernement sera interrogé et consulté pendant la phase de démarrage, le cas échéant, et pendant la phase de collecte de données, tant au niveau central que sur le terrain.	Les personnels des administrations nationales partenaires seront impliqués dans des entretiens qui couvriront des questions politiques et techniques et dans des réunions visant à fournir un retour d'information sur les résultats de l'évaluation.	Personnel clé du gouvernement, y compris du ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale ; du ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique ; du ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo ; et du Ministère de l'Economie, du Plan, de la statistique et de l'Intégration Régionale
Équipe de pays des Nations Unies et autres agences de développement actives au Congo	Les agences des Nations Unies et autres partenaires au Congo ont un intérêt dans cette évaluation en termes de partenariats, de performance, d'orientation stratégique future, ainsi que de questions relatives à la coordination des Nations Unies. Le Coordonnateur résidant et les agences des Nations Unies ont intérêt à s'assurer que les activités du PAM sont efficaces et alignées sur leurs programmes. L'évaluation peut être l'occasion d'améliorer la collaboration, la coordination et d'accroître les synergies au sein du système des Nations Unies et de ses partenaires.	L'équipe d'évaluation sollicitera des entretiens avec des informateurs clés auprès des Nations Unies et d'autres agences partenaires. Le bureau pays tiendra les partenaires des Nations Unies et les autres organisations internationales informés des progrès de l'évaluation. Entretiens avec le personnel des partenaires coopérants et des ONG pendant la phase de collecte de données, le cas échéant.	Coordonnateur résident, personnel technique et politique des Nations Unies, y compris de l'UNICEF, UNESCO, FAO, UNHCR, UNFPA, FIDA, OCHA et la Banque Mondiale. Personnel technique et politique clé des partenaires coopérants et des ONG, tel que : Activité 1 : Terre Sans Frontiere, ACTED, AARREEC, APDRA Congo, Caritas Congo, Catholic Relief Services, CD ASUDH, CG ACODECO, CG CIAD, Forum pour la Promotion des Groupes Ruraux Activité 2 : AVSI - Associazione Volontari per il Servizio Internazionale, Association des spiritains au Congo, ONG ALISEI, Programme Educatif et du Développement.

	Les partenaires coopérants du PAM dans la mise en œuvre des activités du PSP ont intérêt à renforcer les synergies et la collaboration avec le PAM, ainsi que les implications des résultats de l'évaluation.		
Donateurs	Les activités du PAM sont soutenues par plusieurs donateurs qui ont intérêt à savoir si leurs fonds ont été dépensés efficacement et si le travail du PAM est efficace pour réduire l'insécurité alimentaire des plus vulnérables.	Participation aux entrevues et aux séances de rétroaction, le cas échéant, et diffusion des rapports.	Personnel technique et politique des principaux donateurs bilatéraux : Etats-Unis d'Amérique, Japon, Chine, Union Européenne, Allemagne et France.
Organisations de société civile et privés	Les partenaires actuels ou potentiels du secteur privé et de la société civile peuvent souhaiter connaître les implications des résultats de l'évaluation.	Entretiens avec d'autres partenaires actuels ou potentiels du secteur privé et de la société civile pendant la phase de collecte de données, le cas échéant.	Personnel technique pertinent, y compris de Mastercard, Sodexo et Share the Meal

Annexe 5 : Présence du PAM au Congo au cours des années précédant le PSP

		2015	2016	2017	2018
Évènements importants au Congo		Référendum pour un changement constitutionnel fin 2015.	Début du conflit armé dans le département de Pool à la suite de l'élection présidentielle en mars.	Continuation du conflit dans le département de Pool	Lancement d'un nouveau plan national de développement (2018 – 2022) par le gouvernement
Interventions du PAM	Intervention prolongée de secours et de redressement : PRRO 200147 (2011 – 2016)	Type d'activité : Distribution générale des vivres			
		Total des montants requis : 56,543,356 dollars É.-U. Total des contributions reçues : 22,624,865 dollars É.-U. Financement : 40 pour cent			
	Opération d'urgence régionale : EMOP 200799 (2015 – 2017)	Type d'activité : Distribution générale des vivres, complémentaire ciblé d'alimentation			
		Total des montants requis : 526,063,346 dollars É.-U. Total des contributions reçues : 315,944,525 dollars É.-U. Financement : 60 pour cent			
	Programme de pays : CP 200648 (2015 – 2018)	Type d'activité : Alimentation scolaire, distribution générale des vivres, prévention de la malnutrition, soins et traitement du VIH			
		Total des montants requis : 58,073,520 dollars É.-U. Total des contributions reçues : 13,386,377 dollars É.-U. Financement : 23 pour cent			

	Opération d'urgence à réponse immédiate : IR EMOP 201039 (déc. 2016 – sep 2017)	Type d'activité : distributions en espèces			
		Total des montants requis : 272 699 dollars É.-U. Total des contributions reçues : non déterminé Financement : non déterminé			
	Opération spéciale régionale : SO 200934 (2016 – 2018)		Type d'activité : Renforcement des corridors d'approvisionnement vers la RCA, augmentation de la capacité logistique, coordination logistique régionale et amélioration de la structure de la technologie de l'information		
			Total des montants requis : 2,876,673 dollars É.-U. Total des contributions reçues : 1,845,276 dollars É.-U. Financement : 64 pour cent		
	Préparation aux urgences : IR-PREP 201126 (juin – aout 2018)				Type d'activité : Préparation à l'épidémie d'Ebola
					Total des montants requis : 299,368 dollars É.-U. Total des contributions reçues : non déterminé Financement : non déterminé
Produits fournis par le bureau de pays	Produits alimentaires distribués (tonnes métriques) 	PRRO 200147 : 702 EMOP 200799 : 1 770 CP 200648 : 2 217	PRRO 200147 : 358 EMOP 200799 : 2 891 CP 200648 : 839	IR EMOP 201039 : 664 CP 200648 : 664 EMOP 200799 : 1 081	IR EMOP 201039 : 4 436 CP 200648 : 1 110
	Espèces distribuées (dollars É.-U.) 	N.A.	CP 200648 : 220 570 dollars É.-U.	IR EMOP 201039: 313 322 dollars É.-U. EMOP 200799: 467,771 dollars É.-U.	IR EMOP 201039: 2 172 211 dollars É.-U.
	Nombre réel de bénéficiaires	135 761	109 541	105 876	146 667

Source: PAM [Operations database](#). Données collectées le 29 septembre 2022

Annexe 6 : Lignée de visée du PSP

REPUBLIC OF CONGO (2019-2024)			HQ/RB/CO / December 2022	
SDG 2	SDG 2	SDG 2	SDG 17	SDG 17
2.1 Access to Food	2.1 Access to Food	2.3 Smallholder Productivity	17.9 Capacity Strengthening	17.16 Enhance Global Partnerships
UNDAF Outcome 1: By 2024, the population benefits from an improved institutional, democratic, human rights, administrative and economic governance system for inclusive and participatory development, <u>peacebuilding</u> and humanitarian efforts.	UNDAF Outcome 2: By 2024, children (girls and boys), youth and adults (men and women), and people with disabilities in targeted areas have increased access to inclusive, quality education services in the formal and non-formal systems, especially in comprehensive sexuality education.	UNDAF Outcome 4: By 2024, the most vulnerable populations in targeted areas implement diversified sustainable economic activities that are resilient to climate change and create jobs and income in agriculture, food security, and ecotourism in rural and urban areas.	UNDAF Outcome 1: By 2024, the population benefits from an improved institutional, democratic, human rights, administrative and economic governance system for inclusive and participatory development, <u>peacebuilding</u> and humanitarian efforts.	UNDAF Outcome 1: By 2024, the population benefits from an improved institutional, democratic, human rights, administrative and economic governance system for inclusive and participatory development, <u>peacebuilding</u> and humanitarian efforts.
CRISIS RESPONSE	ROOT CAUSES	RESILIENCE BUILDING	CRISIS RESPONSE	CRISIS RESPONSE
SO1: People are better able to meet their urgent food and nutrition needs	SO2: People have better nutrition, health & education outcomes	SO3: People have improved & sustainable livelihoods	SO4: National programmes & systems are strengthened	SO5: Humanitarian & development actors are more efficient & effective
CSP OUTCOME 1 Food insecure people affected by shocks have access to adequate food all year round.	CSP OUTCOME 2 Equitable national social protection interventions effectively target vulnerable populations, including school-aged children, with sustained access to safe and nutritious food	CSP OUTCOME 3 Targeted smallholder farmers and communities benefit from productive and sustainable livelihoods which support nutrition value chains	CSP OUTCOME 4 Humanitarian and development actors and national systems have access to WFP expertise and services	CSP OUTCOME 5 National humanitarian and development actors have access to WFP technical expertise
UDBs SO 1: 585 615 BUDGET SO 1: 105 263 235	UDBs SO 2: 226 500 BUDGET SO 2: 64 327 502	UDBs SO 3: 2100 BUDGET SO 1: 23 232 508	UDBs SO 4: 0 BUDGET SO 4: \$2 075 503	UDBs SO 5: 0 BUDGET SO 5: 2 655 508
Output 1: Vulnerable populations affected by crisis receive sufficient cash and/or food-based transfers to enable them to meet their basic food and nutrition requirements. A. Resources transferred C. Capacity development and technical support provided Output 1.1	Output 6: Primary school-aged children receive a meal every day they attend school to improve their access to food and nutrition and their education. A. Resources transferred C. Capacity development and technical support provided N. School feeding provided Output 2.3 Secondary SDG targets: 4.2, 4.5	Output 11: Targeted smallholder farmers employ diversified, sustainable agricultural practices to improve their productivity, incomes, <u>livelihoods</u> and nutrition. C. Capacity development and technical support provided F. Smallholder farmers supported G. Skills, capacities and services for climate adapted livelihoods Output 3.3 Secondary SDG targets: 8.2, 8.3, 8.6 and 13.1, 13.2, 13.3	Output 14: On-demand supply chain services are <u>provided</u> and assets are maintained and upgraded as needed, enabling relevant stakeholders H. Shared services and platforms provided Output 4.1	Output 15: On-demand supply chain services are <u>provided</u> and assets are maintained and upgraded as needed, enabling relevant stakeholders H. Shared services and platforms provided Output 5.2
Output 2: Vulnerable populations affected by crisis benefit from the creation and/or rehabilitation of productive assets that support the transition towards resilience and self-reliance. A. Resources transferred C. Capacity development and technical support provided D. Assets created Output 1.1	Output 7: Primary-school children in pilot <u>schools</u> benefit from the availability of diversified locally-purchased foods in school meals. A. Resources transferred C. Capacity development and technical support provided Output 2.3 Secondary SDG targets: 4.2, 4.5	Output 12: Targeted smallholder farmers benefit from enhanced adaptive capacity through better understanding of the impacts of climate change and variability, risk management and the adoption of improved, climate-resilient practices. C. Capacity development and technical support provided F. Smallholder farmers supported G. Skills, capacities and services for climate adapted livelihoods Output 3.3	Activity 5 Provide on-demand supply chain services for partners. 2.4. On-demand services (ODS) Modality: Capacity Strengthening; Service Delivery	Output 16: The humanitarian community benefits from supply chain common services that allow access to crisis-affected populations in need of life-saving assistance H. Shared services and platforms provided Output 5.2
Output 3: Moderately malnourished children and pregnant and lactating women and girls affected by crisis receive specialized nutritious products to treat malnutrition and improve their nutritional status. A. Resources transferred B. Nutritious foods provided Output 1.2	Output 8: Vulnerable children benefit from Government's increased capacity to develop and implement the national school feeding policy. A. Resources transferred C. Capacity development and technical support provided Output 2.3	Output 13: Targeted smallholder farmers benefit from increased access to storage infrastructure to reduce post-harvest losses and increased access to market and incomes C. Capacity development and technical support provided F. Smallholder farmers supported G. Skills, capacities and services for climate adapted livelihoods Output 3.3		Activity 6 Provide on-demand logistics common services for partners. 2.4. On-demand services (ODS) Modality: Capacity Strengthening; Service Delivery

Output 4: Children and pregnant and lactating women and girls affected by crisis receive specialized nutritious products to prevent malnutrition and improve their nutritional status. A. Resources transferred B. Nutritious foods provided Output 1.2	Activity 2 Provide safe, adequate and nutritious school meals to targeted schoolchildren. 1.5. School based programmes (SMP) Modality: Food; CBT &/or Vouchers	Activity 4: Provide analytical, technical and equipment support for smallholder farmers aimed at encouraging market-oriented and climate-resilient production and livelihoods 1.8. Smallholder agricultural market support programmes (SMS) Modality: Capacity Strengthening
Output 5: Vulnerable households benefit from improved knowledge of nutrition, care practices and healthy diets that enhance their food consumption and nutritional status. A. Resources transferred C. Capacity development and technical support provided E. Social and behaviour change communication (SBCC) provided Output 1.2	Output 9: Food-insecure households benefit from Government's increased capacity to develop and implement targeted social protection programmes enabling them to meet their basic food and nutrition needs C. Capacity development and technical support provided Output 2.1	
Activity 1 Provide unconditional and/or conditional food and nutrition assistance to people affected by shocks. 1.2. Unconditional resource transfers (URT) Modality: Food; CBT &/or Vouchers; Capacity Strengthening	Output 10: Vulnerable children benefit from increased capacity in safe food preparation and storage. C. Capacity development and technical support provided Output 2.1 Activity 3 Provide technical support to Government for improved implementation of shock-responsive social protection interventions. 1.10. Social protection sector support (SPS) Modality: Capacity Strengthening	

Annexe 7 : Étude d'évaluabilité

Analyse du cadre logique du plan stratégique de pays pour le Congo				
Version du cadre logique		Indicateurs d'effets directs	Indicateurs transversaux	Indicateurs relatifs aux produits
V 1.0 Mai 2018	Nombre total d'indicateurs	22	6	68
V 2.0 Mars 2019	Nouveaux indicateurs	2	4	12
	Indicateurs mis de côté	0	0	0
	Nombre total d'indicateurs	24	10	80
V 3.0 Juillet 2019	Nouveaux indicateurs	0	0	0
	Indicateurs mis de côté	0	0	0
	Nombre total d'indicateurs	24	10	80
V 4.0 Mars 2020	Nouveaux indicateurs	2	0	23
	Indicateurs mis de côté	0	0	8
	Nombre total d'indicateurs	26	10	95
Nombre total d'indicateurs inclus dans toutes les versions du cadre logique		22	6	60

Source : rapport COMET CM-L010, extraite le 23.9.2022

Analyse de la communication des résultats dans les rapports nationaux annuels du Congo ⁵⁹				
		RNA 2019	RNA 2020	RNA 2021
	Indicateurs d'effets directs			
	Nombre total d'indicateurs compris dans le cadre logique applicable	24	26	26
Données de référence	Nombre d'indicateurs incluant des données de référence	10	18	24
Objectifs à atteindre en fin d'année	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin d'année	11	18	24
Objectifs à atteindre en fin de PSP	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin de PSP	11	18	24
Suivi	Nombre d'indicateurs incluant des valeurs de suivi	11	18	24
	Indicateurs transversaux			
	Nombre total d'indicateurs compris dans le cadre logique applicable	10	10	10

⁵⁹ An indicator is counted as being reported on if it has any values reported – regardless of levels of disaggregation, number of indicator categories listed, or the reporting of other values.

Données de référence	Nombre d'indicateurs incluant des données de référence	0	7	6
Objectifs à atteindre en fin d'année	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin d'année	0	7	6
Objectifs à atteindre en de PSP	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin de PSP	0	7	6
Suivi	Nombre d'indicateurs incluant des valeurs de suivi	0	7	6
Indicateurs relatifs aux produits				
	Nombre total d'indicateurs compris dans le cadre logique applicable	80	95	95
Objectifs	Nombre d'indicateurs incluant des cibles	11	16	9
Valeurs réelles	Nombre d'indicateurs incluant des valeurs réelles	11	16	9

Source : ACR 2019 - 2021

Annexe 8 : Analyse détaillé du budget

Montants cumulés des financements (dollars É.-U.) – PSP 2019-2024									
EDS	Activité	Plan basé sur les besoins – (PSP original)	Part du total des financements du PBB allouée (PSP original) (%)	Plan basé sur les besoins (RB02) (période couverte)	Part du total des financements du PBB allouée (RB02) (%)	Ressources allouées (31.12.2022)	Part du total des ressources allouées (%)	Dépenses (31.12.2022)	Niveau de dépenses sur les ressources allouées
EDS 1	Act. 1	31,068,840	37%	93,348,766	54%	54,674,028	45%	46,877,602	86%
Sous-total EDS 1		31,068,840	37%	93,348,766	54%	54,674,028	45%	46,877,602	86%
EDS 2	Act. 2	28,175,709	34%	42,015,078	24%	32,882,251	27%	18,118,830	55%
	Act. 3	8,776,601	11%	14,032,632	8%	10,108,248	8%	2,186,550	22%
Sous-total EDS 2		36,952,310	45%	56,047,710	32%	42,990,500	35%	20,305,381	47%
EDS 3	Act. 4	12,620,407	15%	20,289,500	12%	14,704,028	12%	4,181,870	28%
Sous-total EDS 3		12,620,407	15%	20,289,500	12%	14,704,028	12%	4,181,870	28%
EDS 4	Act. 5	2,312,249	3%	1,948,801	1.1%	1,098,325	1%	1,090,325	100%
Sous-total EDS 4		2,312,249	3%	1,948,801	1.1%	1,098,325	1%	1,090,325	100%
EDS 5	Act. 6	-	-	2,467,970	1.4%	188,147	0.2%	5,198	3%
Sous-total EDS 5		-	-	2,467,970	1.4%	188,147	0.2%	5,198	3%
Non spécifié		-	-	-	-	8,861,482	7%	-	-
Montant total du coût opérationnel direct		82,953,806	100%	174,102,747	100%	122,516,511	100%	72,468,375	59%
DSC		8,991,398		11,682,954		7,764,939		5,279,814	68%
ISC		5,976,438		11,768,555		7,529,205		7,529,205	100%
Grand total		97,921,642		197,554,256		137,810,654		85,277,394	62%

Source: CPB Resources Overview Report – IRM Analytics, extraite le 22/09/22, mise-a-jour le 12.01.2023

Annexe 9 : Informations clés sur les bénéficiaires et les transferts

Légende			
	= inférieure à 50 %		= entre 50 % et 80 %
	=entre 80 % et 100 %		= supérieur à 100 %

Comparaison du nombre prévu et du nombre réel de bénéficiaires (2019), par effet direct stratégique, catégorie d'activité, sous-activité et sexe							
Effet direct stratégique	Activité	Sous-activité	2019 Nombre prévu de bénéficiaires		2019 Nombre réel de bénéficiaires		2019 Nombre réel de bénéficiaires en % de bénéficiaires prévus
			H	F	H	F	H F
SO1	Activité 1	Food assistance for asset	12,225	12,775	15,851	70,495	130% 552%
		General Distribution	21,027	21,973	39,463	44,792	188% 204%
		Treatment of moderate acute malnutrition	4,006	8,994	3,513	12,687	88% 141%
SO2	Activité 2	School feeding (on-site)	34,875	34,875	72,182	69,779	207% 200%
Total sans chevauchements			72,133	78,617	131,009	197,753	182% 252%

Source : COMET report CM-R020, extraite en 20.9.2022

Comparaison du nombre prévu et du nombre réel de bénéficiaires (2020), par effet direct stratégique, catégorie d'activité, sous-activité et sexe							
Effet direct stratégique	Activité	Sous-activité	2020 Nombre prévu de bénéficiaires		2020 Nombre réel de bénéficiaires		2020 Nombre réel de bénéficiaires en % de bénéficiaires prévus
			H	F	H	F	H F
SO1	Activité 1	Food assistance for asset	16,872	17,631	12,959	13,202	77% 75%
		General Distribution	43,717	45,684	134,938	139,504	309% 305%
		Prevention of acute malnutrition	8,624	20,779	4,363	12,018	51% 58%
		Treatment of moderate acute malnutrition	3,386	6,714	3,902	6,704	115% 100%

SO2	Activité 2	School feeding (alternative take-home rations)	-	-	30,104	26,926	-	-
		School feeding (on-site)	40,000	40,000	50,178	45,391	125%	113%
Total sans chevauchements			112,599	130,808	236,444	243,745	210%	186%

Source : COMET report CM-R020, extraite en 20.9.2022

Comparaison du nombre prévu et du nombre réel de bénéficiaires (2021), par effet direct stratégique, catégorie d'activité, sous-activité et sexe								
Effet direct stratégique	Activité	Sous-activité	2021 Nombre prévu de bénéficiaires		2021 Nombre réel de bénéficiaires		2021 Nombre réel de bénéficiaires en % de bénéficiaires prévus	
			H	F	H	F	H	F
SO1	Activité 1	Food assistance for asset	16,626	17,374	1,367	1,487	8%	9%
		General Distribution	115,161	120,342	64,077	72,905	56%	61%
		Prevention of acute malnutrition	17,195	44,635	10,283	29,684	60%	67%
		Treatment of moderate acute malnutrition	10,999	23,929	2,212	4,342	20%	18%
SO2	Activité 2	School feeding (alternative take-home rations)			784	1,176	-	-
		School feeding (on-site)	40,000	40,000	66,631	99,947	167%	250%
Total sans chevauchements			199,981	246,280	145,354	209,541	73%	85%

Source : COMET report CM-R020, extraite le 20.9.2022

Nombre réel de bénéficiaires par statut de séjour et par an

Statut de séjour	Nombre de bénéficiaires 2019	% d'atteinte 2019	Nombre de bénéficiaires 2020	% d'atteinte 2020	Nombre de bénéficiaires 2021	% d'atteinte 2021
Résidents	267,529	332%	377,204	442%	315,269	306%
Personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)	-	-	-	-	-	0%
Réfugiés	31,548	65%	32,278	31%	25,788	252%
Rapatriés	29,687	92%	1,126	3%	1,955	6%

Source : ACR 2019 - 2021

Annexe 10 : Plan de communication et de gestion des connaissances

Étape Phase de l'évaluation	Quoi Outil de communication	Quel Public cible	Où & comment Canaux	Acteurs Responsable de l'élaboration	Acteurs Soutien à l'élaboration	Quand Version provisoire	Quand Date limite de publication
Préparation	Communication initiale (avant les termes de référence)	Équipe gestionnaire d'évaluation	- Courriel - Réunions (virtuelles)	Gestionnaire de l'évaluation	Assistante de recherche (AR); deuxième assurance qualité (QA2); directeur adjointe de l'Evaluation (DAE)	Nov 2022	Dec 2022
Préparation	Versions récapitulative et complète des termes de référence	- Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels - Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale - Contreparties et partenaires nationaux pertinents	- Courriel - WFPgo; - WFP.org	Gestionnaire de l'évaluation	AR ; QA2 ; DAE	Janvier 2023	
Démarrage	Communications verbales avec les parties prenantes relative à l'utilité de l'évaluation	- Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels - Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale	- Courriels - Réunions (virtuelles)	Gestionnaire de l'évaluation / Équipe d'évaluation	AR	Février 2023	Mars 2023

Démarrage	Rapport de démarrage	- Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels - Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale - Contreparties et partenaires nationaux pertinents	- Courriel - WFPgo	Gestionnaire de l'évaluation / Équipe d'évaluation	AR ; QA2; DAE ; Equipe de communication du Bureau de l'Evaluation	Mars 2023	Mai 2023
Collecte de données et élaboration des constatations	Bilan de sortie (PPT)	- Personnel et parties prenantes du bureau de pays - Contreparties et partenaires nationaux pertinents	Réunions avec les parties prenantes	Gestionnaire de l'évaluation / Equipe d'évaluation	Assistante de recherche	Juin 2023	
Élaboration du rapport d'évaluation	Atelier avec les parties prenantes à Brazzaville	- Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels - Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale - Contreparties et partenaires nationaux pertinents	- Atelier, réunion - Coordonner avec éventuel atelier d'élaboration du PSP	Gestionnaire de l'évaluation / Equipe d'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Oct 2023	Nov 2023
Diffusion	Rapport d'évaluation	- Conseil d'administration/ gouvernance/ direction du PAM - Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/ du bureau régional/locale - Personnel technique du PAM /responsables de programme/professionnels - Donateurs/pays - Partenaires/société civile/pairs/réseaux	- Courriel - Sites Internet et réseaux sociaux, plateformes de gestion des connaissances (WFP.org, WFPgo, Twitter) - Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP) - Flash d'information	Gestionnaire de l'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	A partir de décembre 2023	

Diffusion	Rapport succinct d'évaluation	• Conseil d'administration /gouvernance/ direction du PAM • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/pairs /réseaux	• Site du Conseil d'administration (pour les synthèses de rapports d'évaluation et les réponses de la direction)	Gestionnaire de l'évaluation	Equipe d'évaluation Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	A partir de février 2024
Diffusion	Réponse de la direction	• Conseil d'administration/ gouvernance/ direction du PAM • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/pairs/réseaux	• Sites Internet (WFP.org, WFPgo) • Plateformes de gestion des connaissances	Conseil d'administration	Gestionnaire d'évaluation	A partir de mars 2024
Diffusion	Mémoire du Directeur exécutif	• Directeur exécutif/direction du PAM	• Courriel	Gestionnaire de l'évaluation	QA2 ; Directeur de l'évaluation	A partir de mars 2024
Diffusion	Éléments de discussion /conclusions principales / PPT	• Conseil d'administration /gouvernance/ direction du PAM • Personnel technique du PAM/ responsables de programme/ professionnels • Donateurs/pays	• Présentation	Gestionnaire de l'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	A partir de juillet 2024
Diffusion	Transmission du rapport	• Groupe de gestion d'évaluation • Directeurs de divisions, bureaux de pays et parties prenantes concernées par l'évaluation	• Courriel	Gestionnaire de l'évaluation	Directeur de l'évaluation	A partir de juillet 2024

Diffusion	Flash d'information	• Conseil d'administration/ gouvernance/direction du PAM • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/ pairs/ réseaux	• Courriel	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Gestionnaire d'évaluation	A partir de janvier 2024
Diffusion	Séance de présentation	• Conseil d'administration/ gouvernance/direction du PAM • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/ locale • Personnel technique du PAM/ responsables de programme/ professionnels • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/pairs/réseaux	• Sites Internet et réseaux sociaux, plateformes de gestion des connaissances (WFP.org, WFP GO, Twitter) • Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward)	Gestionnaire de l'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Novembre 2024
Diffusion	Atelier de rendu pour les contreparties nationales, à discuter avec le BP	• Parties prenantes externes au PAM, partenaires sectoriels niveaux pays avec qui le Bureau de Pays du PAM identifie une opportunité de renforcer le dialogue	Présentation, réunion avec les parties prenantes	Bureau de Pays	Gestionnaire de l'évaluation Assistante de recherche	Novembre 2023
Diffusion	Présentations (reprise du matériel de réunions précédentes le cas échéant)	• Personnel technique du PAM/ responsables de programme/ professionnels • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Personnel du PAM	Présentation au bureau de pays	Gestionnaire de l'évaluation	Assistante de recherche, Equipe de communication	A partir de février 2024

Diffusion	Graphiques et représentations visuelles des données	• Donateurs/pays • Partenaires/société civile/ pairs/ réseaux • Division de la communication, de la sensibilisation et du marketing/ médias • Grand public	• Sites Internet et réseaux sociaux (WFP.org, WFPgo, Twitter) • Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward)	Assistante de recherche	Gestionnaire de l'évaluation ; Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	A partir de février 2024
Diffusion	Présentation vidéo, le cas échéant	• Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Personnel technique du PAM/ responsables de programme/ professionnels • Donateurs/ Représentants pays au CA • Partenaires/société civile/ pairs /réseaux • Division de la communication, de la sensibilisation et du marketing/médias • Grand public	• Sites Internet et réseaux sociaux (WFP.org, WFPgo, Twitter) • Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward) • Bulletin d'information • Présentations	Gestionnaire de l'évaluation / Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Assistante de recherche	A partir de décembre 2023
Suivi	Examen de la réponse de la direction	• Personnel technique du PAM /responsables de programme/ professionnels • Direction du PAM	• Canaux internes	Division de la gestion et du suivi de la performance	Gestionnaire de l'évaluation/Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	A partir de novembre 2024

LÉGENDE :

Éléments principaux (obligatoires)
Produits de gestion des connaissances (facultatifs)
Éléments associés (facultatifs)

Annexe 11 : Modèle de matrice d'évaluation

Domaines d'analyse	Axes d'enquête	Indicateurs	Sources de données	Techniques de collecte et d'analyse des données
Question d'évaluation 1 : Dans quelle mesure la position stratégique, le rôle et la contribution spécifique du PAM au Congo sont-ils basés sur les priorités du pays et les besoins de la population ainsi que sur les avantages comparatifs du PAM ?				
1.1 Dans quelle mesure le PSP a-t-il été aligné et est-il resté pertinent, approprié et cohérent avec les politiques et plans nationaux et avec les ODD ?				
<i>Exemple</i> 1.1.1 Alignement des objectifs stratégiques sur les politiques, stratégies et plans nationaux	<i>Exemple</i> Degré de pertinence des effets directs stratégiques et des activités proposées énoncés dans le PSP par rapport aux priorités nationales, telles que figurant dans les politiques, stratégies et plans nationaux	<i>Exemple</i> - Niveau de cohérence entre les effets directs stratégiques du PSP et les objectifs nationaux énoncés dans les politiques, stratégies et plans du gouvernement - Niveau de cohérence entre les activités prévues au titre du PSP et les interventions proposées dans les politiques, stratégies et plans du gouvernement - Degré de participation du gouvernement à la préparation du PSP - Avis des hauts fonctionnaires du gouvernement concernant la mesure dans laquelle les objectifs et interventions du PAM sont alignés sur les politiques, stratégies et plans nationaux	<i>Exemple</i> - PSP du PAM et documents de révision du budget ultérieurs - Revue stratégique « Faim Zero » - Politiques, plans et programmes gouvernementaux, y compris, sans toutefois s'y limiter : i) Hauts fonctionnaires gouvernementaux	<i>Exemple</i> Examen documentaire Entretiens semi-guidés

Domaines d'analyse	Axes d'enquête	Indicateurs	Sources de données	Techniques de collecte et d'analyse des données
1.2 Dans quelle mesure le PSP a-t-il répondu aux besoins des hommes, femmes, filles et garçons les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition au Congo, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte ?				
1.3 Dans quelle mesure le PSP a-t-il été cohérent et aligné avec les efforts des Nations Unies et de la communauté humanitaire au Congo et a-t-il été articulé sur des partenariats stratégiques fondés sur l'avantage comparatif du PAM dans le pays ?				
1.4 Dans quelle mesure la conception du PSP a-t-elle été cohérente en interne et basée sur une théorie claire du changement articulant le rôle et les contributions du PAM de manière réaliste et basée sur ses avantages comparatifs, ses capacités et son mandat, tels que définis dans le plan stratégique du PAM ?				
1.5 Dans quelle mesure le PAM a-t-il maintenu un positionnement stratégique pertinent pendant la période de mise en œuvre du PSP, au vu de l'évolution du contexte, des capacités et des besoins nationaux et des autres partenaires - notamment en réponse à la pandémie de COVID-19 ?				
Question d'évaluation 2 : Quelle est l'étendue et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux résultats stratégiques du plan stratégique de pays du Congo ?				
2.1 Dans quelle mesure les activités et produits du PAM ont-ils contribué aux résultats escomptés du PSP et de l'UNSDCF ? Y a-t-il eu des résultats inattendus, positifs ou négatifs ?				

Domaines d'analyse	Axes d'enquête	Indicateurs	Sources de données	Techniques de collecte et d'analyse des données
2.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs transversaux (principes de l'action humanitaire, protection, redevabilité envers les populations affectées, genre, équité et inclusion, environnement, changement climatique et autres questions pertinentes) ?				
2.3 Dans quelle mesure les acquis du PSP sont-ils susceptibles d'être durables, notamment d'un point de vue financier, social, institutionnel et environnemental ?				
2.4 Dans quelle mesure le PSP a-t-il facilité des liens plus stratégiques entre les activités humanitaires, de développement et de consolidation de la paix ?				
Question d'évaluation 3 : Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficace pour contribuer à l'obtention des produits escomptes et à la réalisation des effets directs stratégiques définis dans le plan stratégique de pays ?				
3.1 Dans quelle mesure les produits ont-ils été livrés dans les délais prévus ?				
3.2 Dans quelle mesure la couverture et les méthodes de ciblage garantissent-elles que les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire bénéficient du programme ?				
3.3 Dans quelle mesure les activités du PAM ont-elles été rentables et agiles dans la fourniture de son assistance ?				

Domaines d'analyse	Axes d'enquête	Indicateurs	Sources de données	Techniques de collecte et d'analyse des données
3.4 Dans quelle mesure des mesures alternatives plus rentables ont-elles été envisagées (e.g. différentes modalités de transferts) ?				
Question d'évaluation 4 : Quels sont les facteurs qui expliquent les résultats du PAM et dans quelle mesure il a effectué le virage stratégique attendu du plan stratégique de pays ?				
4.1 Dans quelle mesure le PSP a-t-il été informé par des connaissances existantes sur les défis de la faim, les systèmes alimentaires, et les questions de sécurité alimentaire et de nutrition prévalant dans le pays pour assurer sa pertinence au stade de la conception ?				
4.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il été en mesure de mobiliser des ressources adéquates, prévisibles et flexibles pour financer le PSP, malgré les difficultés liées à l'APD ?				
4.3 Comment les partenariats et collaborations avec d'autres acteurs ont-ils influencé les performances et les résultats ?				
4.4 Quels autres facteurs peuvent expliquer la performance du PAM et sa capacité à opérer la réorientation stratégique visée par le PSP, y compris l'adéquation des capacités de ressources humaines et dynamiques associées, ainsi que les systèmes de suivi et de rapport ?				

Annexe 12 : Termes de référence du groupe de référence interne pour l'évaluation du PSP

1. Informations générales

Le groupe de référence interne est un groupe consultatif qui fournit des conseils et des retours au gestionnaire et à l'équipe d'évaluation à des étapes clés du processus. Constitué au cours de la phase de préparation, il est obligatoire dans le cadre de toutes les évaluations de plans stratégiques de pays.

2. Objectif et principes directeurs du groupe de référence interne

La finalité globale du groupe de référence interne est de contribuer à la crédibilité, à l'utilité et à l'impartialité de l'évaluation. À cette fin, sa composition et ses activités sont fondées sur les principes suivants :

- **Transparence** : faire en sorte que les parties prenantes concernées restent impliquées et informées lors des étapes clés permet de garantir la transparence de l'ensemble du processus d'évaluation.
- **Appropriation et utilisation** : la participation des parties prenantes renforce leur appropriation du processus et des produits de l'évaluation, ce qui peut ensuite avoir des effets sur son utilisation.
- **Exactitude** : les retours des parties prenantes aux étapes clés de préparation, de collecte de données et d'élaboration de rapports contribuent à l'exactitude des faits et des chiffres rapportés et de l'analyse de l'évaluation.

3. Rôles

Les membres sont tenus d'examiner et de commenter les produits livrables de l'évaluation ainsi que de faire part d'observations pertinentes lorsqu'elles sont consultées à des étapes clés du processus d'évaluation.

Les principales tâches attribuées au groupe de référence interne sont les suivantes :

- Participer aux réunions, en présentiel ou en ligne, avec l'équipe d'évaluation pendant la phase de démarrage ou d'évaluation ;
- Suggérer des références et des sources de données clés dans leur domaine d'expertise ;
- Participer aux réunions de bilan des activités de terrain (facultatif) ;
- Examiner et commenter le rapport d'évaluation provisoire et les annexes connexes, en portant une attention particulière aux : a) erreurs factuelles et/ou omissions qui pourraient invalider les résultats ou modifier les conclusions ; b) questions politiques sensibles dont le traitement ou la manière de les exprimer doivent être affinés ; c) recommandations ;
- Participer aux ateliers d'apprentissage nationaux afin de valider les résultats et de débattre des recommandations ;
- Fournir des orientations au sujet des outils de communication proposés pour diffuser les enseignements de l'évaluation.

Les membres du groupe de référence interne, en particulier ceux qui ont reçu le titre de correspondant du bureau de pays pour l'évaluation, sont chargés de collecter les contributions de leurs collègues aux outils de communication.

4. Composition

Le groupe de référence interne est composé de parties prenantes du PAM principalement sélectionnées au sein du bureau de pays et des bureaux régionaux. Ses membres doivent être minutieusement choisis en fonction des catégories d'activités mises en œuvre dans le pays, de la taille du bureau de pays et des types

d'effectifs du bureau régional. Suivant le contexte de mise en œuvre de l'évaluation du plan stratégique de pays et les compétences disponibles à l'échelle du bureau régional, le groupe de référence interne peut également comprendre des membres du Siège⁶⁰ (si le bureau régional ne dispose pas de responsable technique, des membres du personnel technique du Siège doivent être invités à intégrer le groupe de référence interne).

Le tableau ci-après présente les membres du groupe de référence interne pour l'Evaluation su PSP du Congo, nommés par les Bureaux de Pays et Régional.

Bureau Pays	Bureau Régional
- Anne-Claire Mouilliez, Directrice de pays - Sidi-Mohamed Babah, Directeur de pays adjoint et point focal de l'évaluation - TrixieBelle Nicolle, responsable des cantines scolaires - Issa Oumarouissa, responsable de suivi et évaluation Stephen Ickamath, assistant de programmes	- Romina Woldemariam, Responsable régional de préparation et d'intervention en cas d'urgence - AnnMarie Isler, Chef d'équipe pour la conception de programmes stratégiques intégrés - Atsuvi Gamli, conseiller régional de protection sociale/ CBT/ cantines scolaires Conserver en copie : Unité régionale d'évaluation de RBJ et directeur adjoint régional

5. Procédure de communication avec le groupe de référence interne :

Le directeur de l'unité régionale du Bureau de l'évaluation contactera le bureau régional à l'avance afin de préparer l'évaluation à venir et de convenir du type et du degré de contribution attendus des membres du groupe de référence interne.

Bien que les membres du groupe de référence interne n'aient pas l'obligation formelle de commenter les termes de référence, le responsable de l'unité régionale du Bureau de l'évaluation et son gestionnaire de l'évaluation échangeront avec le conseiller régional aux programmes et le responsable régional d'évaluation dès le lancement du processus d'élaboration des termes de référence, en particulier concernant: a) les thèmes et la période qui seront évalués, y compris les éventuelles difficultés stratégiques régionales; b) l'évaluabilité du plan stratégique de pays; c) la situation humanitaire; et d) les principaux donateurs et les autres partenaires stratégiques.

Une fois les termes de référence provisoires finalisés, le gestionnaire de l'évaluation du Bureau de l'évaluation préparera une communication demandant au bureau de pays de commenter le document et de fournir une proposition de composition du groupe de référence interne qui respecte le principe de transparence. Cette communication devra être transmise au directeur de pays (avec le bureau régional en copie) par le directeur du Bureau de l'évaluation.

La version finale des termes de référence de l'évaluation du plan stratégique de pays sera communiquée au groupe de référence interne à titre d'information. Les membres du groupe de référence interne recevront la possibilité de s'exprimer sur la portée, l'évaluabilité, les partenaires et d'autres composantes de l'évaluation au cours de la phase de démarrage. La version finale du rapport de démarrage sera également transmise au groupe de référence interne à titre d'information. Tel qu'indiqué dans la section 3 du présent document, les membres du groupe de référence interne seront également invités à commenter la version provisoire du rapport d'évaluation et à participer à l'atelier national d'apprentissage pour valider les résultats et discuter des recommandations.

⁶⁰ Par exemple, dans les cas où l'évaluation du plan stratégique de pays concerne notamment des interventions face à des situations d'urgence de niveau 2 ou 3, des membres de la Division des interventions d'urgence peuvent faire partie du groupe de référence interne. Les projets pilotes de mise en œuvre de programmes novateurs peuvent également nécessiter l'inclusion d'un responsable technique du Siège.

Annexe 13 : Bibliographie

Banque Mondiale (2020). Plan d'Investissement Agricole Climato-résilient.

Banque Mondiale (2022). The World Bank data.

CNIAF et UNEP-WCMC (2015). Cartographie des bénéfices multiples de la REDD+ en République du Congo – Identification et cartographie des services écosystémiques de la forêt, Cambridge, UK.

Division de la Statistique des Nations Unies (2020)

Enquête nutritionnelle nationale SMART (2022)

FAO (2022). SOFI. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde

FAO (2022). FAOSTAT.

FAO (2022). Projets et Programmes en République du Congo - Web officielle.

Global Hunger Index (2022). Web officielle.

OCHA (2022). Site du service de surveillance financière

Organisation de coopération et de développement économiques – OCDE (2022)

PAM (2021). Analyse sur la situation alimentaire et nutritionnelle des peuples autochtones.

PAM (2022). Base de données des Opérations

PAM (2013). Country Plan Evaluation.

PAM (2022). Contribution à la distribution et rapport sur les statistiques de prévision – WFP The Factory

PAM (2018). Evaluation Décentralisée. Rapport de base sur les cantines scolaires du PAM

PAM (2019). Plan Stratégique de Pays du Congo 2019-2023.

PAM (2020). Rapport annuel par pays.

PAM (2021). Rapport annuel par pays.

PAM (2019). Rapport annuel par pays.

PAM (2022). Rapport d'aperçu des ressources – IRM Analytics

PAM (2022). Rapport CM-P013 du COMET

PAM (2022). Rapport CM-L010 du COMET

PAM (2022). Rapport CM-R020 du COMET

PAM (2022). Rapport MODA

PAM (2022). Révision budgétaire n.2 du PSP Congo

PAM (2021). Révision budgétaire n.1 du PSP Congo

PNUD. Rapport mondial sur le développement humain. 2021-2022.

PAM (2022). Termes de Référence de l'évaluation finale des programmes de cantines scolaires de McGovern-Dole au Congo.

République du Congo, PNUD (2018). Bilan Commun de Pays en République du Congo

République du Congo (2021). Plan National de Développement. 2022-2026.

République du Congo (2018). Revue Stratégique Nationale ODD2, Faim Zéro d'ici à 2030, au Congo.

République du Congo (2019). Contribution Nationale Volontaire à la mise en œuvre des ODD. Rapport National.

Système des Nations Unies en République du Congo (2020). Plan-Cadre du système des Nations-Unies pour l'Aide au développement (PNUAD) 2020-2024.

Système des Nations Unies en République du Congo (2021). Rapport des résultats.

UNFCC (2009). Seconde Communication Nationale du Congo.

UNFPA (2019). Document du Programme Pays pour le Congo 2020-2024.

UNFPA (2022). Aperçu des données

UNICEF (2022). Fiche pays – République du Congo.

Université de Notre Dame (2022). Web officielle - Global Adaptation Initiative.

UNHCR (2022). Fiche pays – République du Congo.

Annexe 14 : Acronymes

ACR	Rapport de pays annuel
APD	Aide publique au développement
COMET	L'outil institutionnel des bureaux de pays pour gérer avec efficacité la conception, la mise en œuvre, le suivi et la performance des programmes.
DAE	Directrice Adjointe de OEV
EDS	Effet Direct Stratégique
GE	Gestionnaire de l'évaluation
GRI	Groupe de référence interne
GNUE	Groupe des Nations Unies pour l'évaluation
IDH	Indice de développement humain
MODA	Le principal outil du PAM pour la collecte de données
ODD	Objectifs de développement durable
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisations non gouvernementales
PAM	Programme alimentaire mondial
PBB	Plan basé sur les besoins
PDI	Personnes déplacées internes
PND	Plan national de développement
PNUAD	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
PSP	Plan stratégique de pays

Bureau de l'évaluation

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70

00148 Rome, Italie

Tél.: +39 06 65131 wfp.org